

Ligue des droits de l'homme et du citoyen, section du pays nantais



**Archives de la Ligue des droits de l'homme
et du citoyen
Section du pays nantais**

1905 - 2002

Répertoire numérique détaillé

**Réalisé par
Claire Bernard-Deust, Agnès Dejob et Marie-José Dourthe**

2008

Introduction

Ce fonds est constitué de documents d'archives émis par la section nantaise de la Ligue des droits de l'homme et du citoyen dans le cadre de son activité, entre 1905 et 2002. Son volume est de 4,7 mètres linéaires ; il rassemble probablement la majorité des archives de la section qui ont survécu. La plupart des dossiers datent des deux dernières décennies et l'augmentation de la production documentaire qui s'est enclenchée dans les années 1970 a rendu indispensable la gestion des archives. Une réflexion sur la mémoire de la section a également vu le jour : les recherches effectuées à l'occasion de la préparation du Centenaire de la Ligue ont notamment contribué à faire émerger la prise de conscience de la valeur historique de ce fonds et à envisager de réaliser son classement.

Bien que d'importantes lacunes soient identifiées, il couvre un siècle d'activité militante, et ouvre l'accès à l'étude de l'histoire de la section, dont nous allons présenter quelques repères, indispensables pour la compréhension du contexte de naissance des documents et, par-là, de leur rôle et de leur sens. Les modalités du traitement effectué seront ensuite exposées, ainsi que les règles de communicabilité et les pistes de recherche repérées au fil du classement.

1. La section nantaise de la Ligue des droits de l'homme et du citoyen.

1. 1. Aperçu historique et composition.

Création.

Comme toute la France, l'affaire Dreyfus (condamnation controversée du capitaine Alfred Dreyfus pour trahison dans une affaire d'espionnage, révision du procès et réhabilitation, entre 1894 et 1906) secoue la ville de Nantes et sa région, divisant la population en « dreyfusards » et « antidreyfusards ». C'est dans ce contexte qu'est née la Ligue des droits de l'homme et du citoyen, au plan national, d'abord, à l'initiative du sénateur de la Gironde et ancien garde des Sceaux Ludovic Trarieux, entouré de quelques intellectuels et amis. La première assemblée générale a lieu le 4 juin 1898 à Paris. La LDH affirme dès son origine sa vocation à prendre la défense de quiconque verrait ses droits bafoués. Ludovic Trarieux en devient le premier président. La structure centrale se trouve rapidement entourée de comités locaux sur le territoire (70 dès la fin 1899). La première section locale de l'ouest s'installe à Rennes en 1899. Les dreyfusards nantais, parfois adhérents de la Ligue nationale, leur emboîtent le pas en 1900. Une centaine d'adhérents participent à la première réunion locale, le 26 novembre, au cours de laquelle ils créent leur section. Les mouvements conservateurs l'attaquent violemment par voie de presse.

Quelques repères chronologiques en forme de liste des présidents.

Les premiers documents du fonds étant datés de 1905, les premières années d'existence de la section sont mal connues et les informations dont nous disposons sont tirées de sources indirectes¹. Le premier comité exécutif mentionné dans les archives se tient le 13 avril 1905,

¹ Jean Guiffan, *La Bretagne et l'affaire Dreyfus*, voir bibliographie.

la première assemblée générale trois jours plus tard, le 16 avril 1905, sous la présidence de Paul Griveaud, président de la section depuis 1902. Le bureau comprend souvent des notables locaux, dont Paul Bellamy, un temps vice-président, ou Gaston Veil, élu le 22 juin 1907 et qui semble avoir conservé la présidence jusqu'en 1948. Patron du Populaire, maire de Nantes en 1928, ce dernier est une personnalité qui a exercé une influence proportionnelle à la durée de son mandat sur les prises de position de la section. Il est remplacé par Frédéric Ribrac, qui occupait le poste de secrétaire durant les années 1930. Se succèderont ensuite : Marc Faure (1963) ; Jean Pujol (1965) ; une femme, pour la première fois, en 1977 : Ilda Bonci ; Jacques Lepage, à partir de 1978 ou 1979 ; Lucien Niccoli (1987) ; Thierry Bourreau (1992) ; Christophe Parmentier ; Raymond Nizon ; Eugénie Buléon (1993) ; Philippe Legrand (1994 ou 1995) ; Philippe Gautier (1997) ; Philippe Bruno (1998) ; Romuald Guilbert (2000) ; Jacqueline Weil (2001) ; Michèle Hazebrouck (depuis 2005)².

Les ligueurs nantais.

Au cours de la première moitié du XX^e siècle, chaque nouvel adhérent doit être « parrainé » par deux membres de la section et son adhésion est soumise à l'aval du bureau. Le contrôle des adhésions est un élément constant dans les statuts de l'association. Elles sont en effet, tout comme les radiations, soumises à l'aval du comité central, qui statue après examen par la section. Les adhésions ne sont définitives qu'après ratification par le comité central³. Cependant, à partir de 1925, et jusqu'à aujourd'hui, les sections sont autorisées à statuer seules, sous réserve d'appel devant le comité central⁴.

Le fonds comporte peu d'informations sur nombre d'adhérents de la section⁵. Il est pourtant possible, par recouplements, de reconstituer approximativement son évolution numérique. Au début de la période, on peut ainsi constater que le nombre d'adhésions progresse rapidement, de dix à vingt chaque mois. Les chiffres retrouvés dans le dossier de préparation du Centenaire font état de 733 adhérents en 1905 et 1264 en 1930. D'autres époques se sont montrées moins fastes, et l'on voit régulièrement les « anciens » déplorer la moyenne d'âge élevée et l'absence de renouvellement dans leurs rangs !

Les renseignements sur les adhérents fournies ponctuellement par la série des registres permettent aussi de constater que la Ligue recrute largement dans tous les milieux sociaux : notables (médecins ou ingénieurs par exemple) mais aussi syndicalistes, ouvriers, employés, enseignants ou fonctionnaires.

Le fonctionnement de la section n'échappe pas aux règles sociales de son temps ; ainsi, pour ne prendre qu'un exemple, le compte rendu qui mentionne l'élection pour le renouvellement du comité du 21 mai 1905 précise-t-il : « Les noms des citoyens élus seront seuls publiés dans les journaux, les dames élues ayant prié le bureau de ne pas publier les leurs avant d'avoir l'assurance qu'aucune conséquence fâcheuse n'en résulterait pour elles » (cote 2).

² Liste établie à titre indicatif.

³ Emmanuel NAQUET, « Statuts votés à l'assemblée générale du 30 mai 1903 », p. 1025-1026, et « Statuts appliqués au 1^{er} novembre 1907 », p. 1030 et p. 1033, voir bibliographie.

⁴ Emmanuel NAQUET, « Les modifications des statuts de la Ligue des Droits de l'Homme adoptés au congrès de La Rochelle (1^{er}-3 nov. 1925) », p. 1062, et *LDH Info*, « Statuts et règlement intérieur de la Ligue des droits de l'Homme », p. 3, voir bibliographie.

⁵ Voir dans le paragraphe consacré aux pistes de recherches, plus particulièrement les paragraphes 4.1.4 et 4.1.5.

1. 2. Fonctionnement et organisation.

L'articulation des sections et du national.

Juridiquement, la Ligue des droits de l'homme, créée en 1898, devient une association déclarée selon les termes de la loi de 1901. La direction et l'administration de l'association sont assurées par un comité central élu par les sections. Constitué de 15 membres à l'origine, il passe dès 1903 à 36, pour atteindre le nombre de 48 membres actuellement⁶. Les adhérents des sections peuvent se présenter comme candidats⁷. Les assemblées générales locales se prononcent sur les candidatures et disposent d'un nombre de voix proportionnel à leur nombre d'adhérents⁸. Depuis 1996, après modification des statuts, l'élection des membres du comité central tient compte des votes individuels des adhérents, soit réunis en assemblée générale, soit votant isolément⁹.

La Ligue est une organisation centralisée dans laquelle les sections ne disposent que d'assez peu d'autonomie. Leur création doit être autorisée par le comité central qui peut aussi décider de leur dissolution¹⁰. Dès 1903, un titre entier des statuts leur est consacré, encadrant leur organisation et définissant leur relation aux instances nationales, dont elles sont une émanation locale. Elles n'ont pas de statut propre : elles ne sont pas déclarées localement comme associations et la Ligue n'est pas une fédération. Au fil des modifications de statuts dans la première moitié du siècle, le titre les concernant se précise jusqu'aux détails du règlement de 2005. On notera, à titre d'anecdote, que les statuts de 1907 stipulent à l'article 20 que « les archives et le reliquat de toute section qui a cessé de fonctionner doivent être versés au Comité Central »¹¹. Bien que « seules engagées par leurs délibérations »¹², elles doivent se conformer aux valeurs et statuts de la LDH. Elles reversent une partie de leurs cotisations, suivant une proportion variable selon les époques, au niveau national, qui contrôle leur bilan financier, et peuvent recevoir des dons et des subventions. Cependant les sections peuvent faire entendre leur voix, notamment lors des congrès, auxquels participent leurs délégués et pour lesquels elles proposent des résolutions. Le congrès constitue par ailleurs un « contre-pouvoir » au comité central : nombreuses sont les décisions de ce dernier qui peuvent être cassées en appel devant le congrès¹³.

⁶ Emmanuel NAQUET, « Statuts provisoires du 20 février 1898 », p. 1020 ; « Statuts votés à l'assemblée générale du 30 mai 1903 », pp. 1025 et *LDH Info*, « Statuts et règlement intérieur de la Ligue des droits de l'Homme », p. 4, voir bibliographie.

⁷ Gaston Veil est ainsi membre du Comité central de 1918 à 1932.

⁸ Voir : Emmanuel NAQUET, « Statuts votés à l'assemblée générale du 30 mai 1903 », pp. 1025 ; « Statuts appliqués au 1^{er} novembre 1907 », pp. 1031 et « Les modifications des statuts de la Ligue des Droits de l'Homme adoptés au congrès de La Rochelle (1^{er}-3 nove. 1925) », p. 1063, voir bibliographie.

⁹ Voir cote 50 : dossier de préparation de l'exposition pour le Centenaire de la Ligue.

¹⁰ Ce dernier point n'est plus mentionné dans les statuts de 2005 mais, d'après le règlement, « la création ou le maintien d'une section implique un nombre minimum de 5 adhérents et l'existence d'un bureau statutairement composé ». Voir : *LDH Info*, « Statuts et règlement intérieur de la Ligue des droits de l'Homme », p. 6, voir bibliographie.

¹¹ Emmanuel NAQUET, « Statuts appliqués au 1^{er} novembre 1907 », p. 1034, voir bibliographie.

¹² Cette citation reprend une phrase des statuts de 1903 que l'on retrouve ensuite jusqu'à ceux de 2005.

¹³ Pour l'ensemble de ce paragraphe voir : Emmanuel NAQUET, « Statuts votés à l'assemblée générale du 30 mai 1903 », pp. 1025-1026 ; « Statuts appliqués au 1^{er} novembre 1907 », pp. 1030-1038 et «

Les élections au comité central et la participation au congrès constituent une part importante des préoccupations de la section. Dans les deux premiers registres de comptes rendus, il apparaît que les relations avec « le national » font l'objet d'échanges de correspondance nourris. Par la suite, selon les années, les ordres du jour, peut-être même selon le secrétaire, on trouve encore, plus ou moins fréquemment évoquée, la lecture des courriers émanant du comité central.

Quant aux relations transversales, de section à section, elles ne semblent pas relever d'un fonctionnement permanent. La section nantaise a entretenu des relations avec quelques autres sections sans que celles-ci n'aient jamais été vitales : il s'agit de contacts occasionnels, motivés par un objectif précis. Notons enfin que des groupes de travail et commissions ont existé, mais toujours ponctuellement, sans s'inscrire comme organe de fonctionnement.

A l'échelon intermédiaire : la fédération départementale.

En revanche, la fédération de Loire-Atlantique connaît une certaine permanence.

La possibilité pour les sections de se regrouper en fédérations départementales apparaît pour la première fois dans l'article 11 des statuts votés à l'assemblée générale du 30 mai 1903¹⁴. Il s'agit d'organes intermédiaires entre les sections et le national. Elles sont créées dans les départements où il existe plusieurs sections. Le titre IV des statuts appliqués au 1er novembre 1907 précise leur rôle et leur organisation : elles ont notamment pour mission de « coordonn[er] l'action locale des sections déjà existantes et [de] provoqu[er] la création de nouvelles sections » mais aussi d'arbitrer les conflits qui pourraient les opposer et « [d'organiser] la propagande démocratique »¹⁵. En 2005, leur rôle est sensiblement le même : prendre l'initiative de la communication et assurer la coordination dans le cadre du département. En terme administratif, cependant, est en outre précisé le fait qu'elles sont chargées d'« assurer la représentativité de la LDH au plan départemental, notamment dans les relations avec d'autres organisations comportant elles-mêmes un échelon départemental »¹⁶.

Une fédération de Loire-Atlantique existe dans la première moitié du siècle. Elle peine visiblement à se constituer. Ainsi, le 21 février 1909, « le président rappelle que la dernière assemblée générale avait décidé de convoquer des délégués des sections du département à l'effet de s'entendre pour la création d'une fédération ». Il semble que la résolution ait été suivie d'effet puisque, le 19 juin 1910, la délégation des citoyens Bellamy et Delavaud à la fédération est renouvelée¹⁷. Or en 1921, la situation la section appelle à nouveau de ses

Les modifications des statuts de la Ligue des Droits de l'Homme adoptés au congrès de La Rochelle (1^{er}-3 nov. 1925) », p. 1062-1066, voir bibliographie. A l'heure actuelle, une commission des conflits a été créée pour « trancher les conflits entre adhérents de la LDH et les plaintes déposées contre eux » et « statue[r] en appel des décisions du comité central, concernant les dissolutions de sections, fédérations et comités régionaux ». Voir : *LDH Info*, « Statuts et règlement intérieur de la Ligue des droits de l'Homme », p. 10, voir bibliographie.

¹⁴ Emmanuel NAQUET, « Statuts votés à l'assemblée générale du 30 mai 1903 », pp. 1026, voir bibliographie.

¹⁵ Emmanuel NAQUET, « Statuts appliqués au 1^{er} novembre 1907 », pp. 1034-1035, voir bibliographie.

¹⁶ *LDH Info*, « Statuts et règlement intérieur de la Ligue des droits de l'Homme », p. 9, voir bibliographie.

¹⁷ Voir cote 3.

vœux la création d'une fédération¹⁸. On en trouve ensuite régulièrement la mention dans les registres. Son existence semble avoir été relativement aléatoire.

L'unique dossier du fonds sur la fédération rassemble plusieurs types de documents couvrant la période 1964-2001. Si elle a pu compter au cours du siècle, elle ne semble pas s'être inscrite pendant cette période, à en croire le volume du dossier, comme une instance majeure : des tentatives successives échouent à nouveau jusqu'à sa re-création en 1996. L'examen de la cote correspondante ne permet pas d'identifier le siège qui n'est pas mentionné dans les règlements intérieurs. Son rôle étant notamment d'organiser les congrès départementaux de manière tournante entre les sièges des différentes sections, peut-être n'en a-t-elle pas elle-même.

Administration et fonctionnement de la section nantaise.

A ses débuts, la section est administrée par un comité exécutif¹⁹ de 21 membres au sein duquel sont élus les membres du bureau – président, secrétaire, trésorier et leurs adjoints respectifs –, calquant ainsi son fonctionnement sur le modèle du comité central et du bureau national. De nos jours, ce collectif de militants, élus lors de l'assemblée générale annuelle, est réduit à une quinzaine de personnes, mais les organes décisionnels et administratifs sont restés identiques.

Le fonctionnement de la section évolue au fil du temps. Pendant une période qui se prolonge jusqu'au milieu des années 1970, par exemple, sont appelées « assemblées générales » les réunions mensuelles de la section où tous les adhérents peuvent intervenir. Des « commissions exécutives » se réunissent avant les assemblées pour les préparer et prendre les décisions délicates. Ces commissions ne sont ouvertes qu'aux membres du comité qui sont renouvelés tous les ans. Elles prennent aussi ponctuellement le nom de réunion ou séance du comité. Une étude plus poussée des registres permettra sans doute de déterminer la date à laquelle le terme « assemblée générale » a recouvré le sens, qu'on lui connaît plus couramment, de réunion annuelle de tous les membres d'une association pour élire les membres du bureau. Toujours est-il qu'à partir de 1962, on trouve chaque année un dossier de préparation d'assemblée générale, et qu'auparavant, une réunion devait être organisée pour le renouvellement des membres du conseil d'administration qui portait alors un autre nom. A partir de 1975, les registres mentionnent les réunions ouvertes à tous les membres de la section sous le terme de « réunions de section ». Elles sont, aujourd'hui encore, des rendez-vous réguliers des adhérents actifs dans la vie de l'association, en vertu d'une volonté d'associer à la décision les adhérents fortement investis, détenteurs ou non d'un mandat électif. Les réunions restreintes prennent quant à elles le nom de « réunions de bureau ».

C'est aussi à partir de 1975 que la correspondance, dont l'en-tête indique l'adresse de la section, est insérée dans les registres. Avant, le lieu des réunions est très rarement mentionné. Il semble qu'elles se tiennent au siège, place de la Bourse, et exceptionnellement au domicile d'un adhérent. On apprend, dans un compte rendu du 9 décembre 1906, que le local de la section est loué à la Commission du bâtiment. Bien plus

¹⁸ « Fédération départementale : On demande de grouper dans une fédération toutes les sections du département. Il est décidé que cette question sera soulevée au banquet en présence des délégués des sections voisines. » (Assemblée générale. Réunion du 14 juillet 1921. Cote 4).

¹⁹ Aussi appelé conseil d'administration (cote 1) ou commission exécutive (à partir de la cote 4).

tard dans le siècle, la section se réunit au 33, rue Jean Jaurès. En juin 1979, elle s'installe rue de Gigant, avant de déménager à nouveau en 1982 à la Maison des associations de la Manufacture des Tabacs, où elle demeure jusqu'à aujourd'hui. La section n'a jamais disposé de moyens matériels importants : pas de personnel sauf quelques employés, des locaux généralement mis à disposition et peu d'équipements.

1. 3. Un siècle d'engagements.

Un siècle moins quelques zones d'ombre.

De la période située entre 1905 et le milieu des années 1960, peu de documents nous sont parvenus. Pourtant, ils semblent montrer que les activités de la section étaient équivalentes à celles des périodes suivantes.

Nous perdons de plus la trace de la vie de l'association pendant la Première Guerre mondiale et même au-delà. Le même registre a servi à la retranscription des comptes rendus de réunions de la période 1914-1925, avec une interruption de six années entre le 1^{er} juillet 1914 et le 10 juin 1920. Or à la reprise de la tenue du registre, le récit de la première réunion ne fournit aucune explication sur une éventuelle interruption. La ligue nationale a d'ailleurs poursuivi son action dans la période concernée et il est fort probable que la section nantaise ait fait de même. La Seconde Guerre mondiale est également une période absente des registres, dont la série s'interrompt fin 1936 pour ne reprendre qu'en mai 1948 – alors que la Ligue, interdite par Vichy en 1940, se reforme officiellement dès la Libération, en 1944. On notera, comme en 1920, que la lecture des pages rédigées en 1948 donne le sentiment que les réunions déjà repris avant que ne reprenne leur transcription. La troisième importante rupture porte sur la période 1953-1963, sans que, cette fois, un fait extérieur particulier ne paraisse de nature à le justifier.

Un siècle de débats politiques.

Malgré ces lacunes, le fonds conserve une grande richesse et témoigne de près d'un siècle d'engagements. Dès l'origine, les comptes rendus des réunions reflètent une double logique, basée sur ce qui reste jusqu'à aujourd'hui les deux piliers de la Ligue : le débat politique, autour de la défense des droits vis-à-vis des institutions, et l'aide aux particuliers en difficulté. L'engagement politique s'étend peu à peu aux droits économiques et sociaux, et même culturels à partir de 1936, date à laquelle le congrès fait adopter une proposition qui place ces droits au même rang que les libertés civiles et politiques. De nombreux débats sont aussi suscités par les évolutions du système éducatif et la défense de la laïcité est un thème récurrent tout au long du siècle. Les réunions sont ainsi le lieu de « causeries » portant sur des sujets et événements à portée locale mais aussi nationale et internationale.

Ces « causeries » nous informent indirectement des prises de position de la section, mais elle témoignent avant tout du fait qu'avant d'être une organisation présente sur la scène publique, la section est, en interne, un lieu de débats et que son action se nourrit de ces échanges d'idées. Elles étaient aussi une manière de faire circuler l'information à une époque où les médias étaient moins omniprésents dans la vie quotidienne. Une évolution des méthodes de travail intervient dans les années 1970. De la retranscription précise des exposés et des échanges qui les suivent au cours des réunions, on passe à des comptes rendus allégés, plus factuels, et à la constitution parallèle de dossiers documentaires et

dossiers de presse sur toutes sortes de sujets. Tandis que le registre relate très précisément, dans un langage soigné, les discussions, comme pour mettre en avant leur qualité intellectuelle, les dossiers répondent peut-être mieux aux besoins d'un contexte dans lequel la diffusion de l'information paraît au moins aussi importante que sa création.

Cette documentation de plus en plus abondante, y compris sous forme dispersée dans les dossiers des campagnes, témoigne du fait que s'informer, rassembler et organiser des articles comme on organise sa réflexion, constitue une part importante du travail militant. Elle fournit également aux militants des éléments de compréhension indispensables au traitement des dossiers et à l'efficacité de leur action.

Par la suite, l'association ne cesse d'être un lieu de débat sur toutes ces questions. Les trois dernières décennies ont laissé des dossiers plus fournis, même si bon nombre d'entre eux demeurent fragmentaires. Les modalités de travail changent : à partir des années 1960, en effet, et de manière croissante, les types de documents se diversifient, les registres se voyant peu à peu remplacés par des dossiers plus complexes. Les luttes contre les pratiques institutionnelles et en faveur des libertés publiques s'intensifient à partir des années 1970. Longtemps très liée à la gauche au pouvoir, la Ligue, et la section dans son sillage, s'affirment de plus en plus non seulement comme des forces de proposition, mais aussi d'opposition.

Un siècle de présence sur la scène publique.

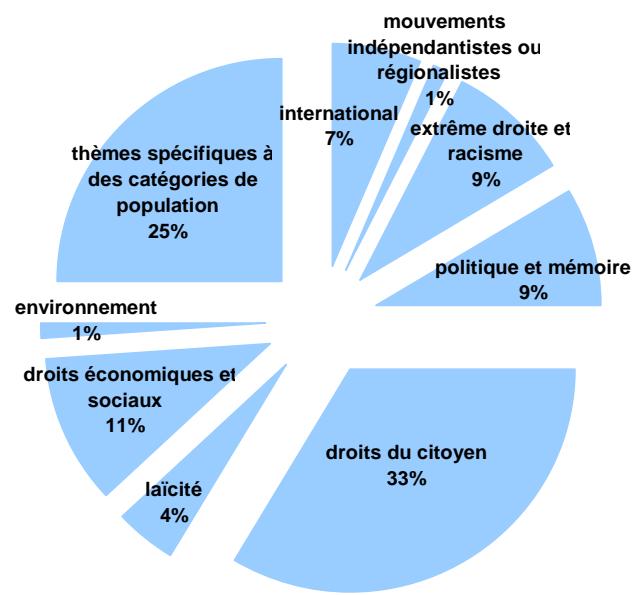
L'accroissement du volume des archives et des dossiers met en évidence, peut-être davantage que les registres, l'étendue des champs d'intervention et des moyens d'action de la section²⁰. Si le dépouillement exhaustif des registres reste à faire, apparaît déjà une certaine constance dans les activités, dont la cohérence se tisse au fil de l'histoire du XX^e siècle et des débats qui l'ont agité. La section est de tous les combats et les sujets évoqués dans les dossiers les plus récents trouveront, d'une manière ou d'une autre, et dans un contexte différent, leur pendant dans les comptes rendus retranscrits dans les registres.

Les actions publiques proprement dites prennent des formes diverses : lobbying auprès des institutions par contact direct, pétitions, manifestations de rue, organisation d'événements culturels, festifs, de conférences, campagnes de presse, publications, recueils de témoignages... ce n'est là qu'une esquisse d'une liste des types d'actions.

Le plan de classement du grand ensemble « campagnes et prises de positions » en reprend les thèmes. Le graphique ci-après donne une idée de la proportion du temps des militants consacrée à chacun d'eux, si l'on considère que le pourcentage de cotes peut en être le reflet.

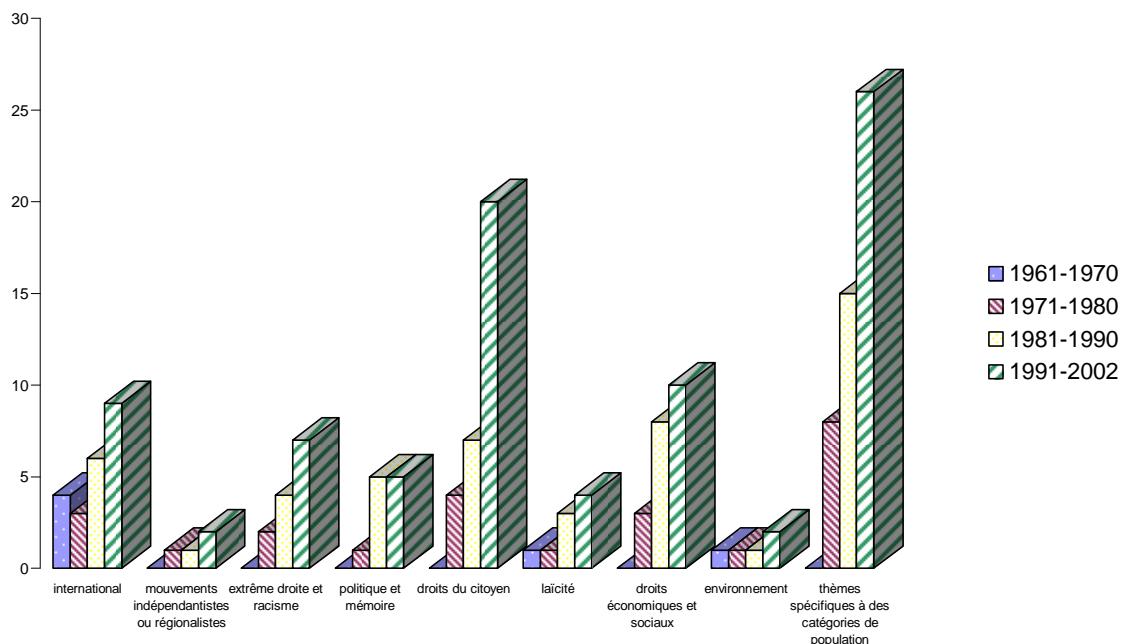
²⁰ Voir paragraphe sur les pistes de recherche, 4. 2.

Répartition des cotes dans la rubrique Campagnes et prises de position



Une évolution chronologique de la part prise par chaque thème est sensible dans le nombre de cotes par période (dans le graphique qui suit, les cotes ont pu être comptées plusieurs fois si elles touchaient plusieurs périodes).

Evolution chronologique du nombre de cotes par thème



Au plan local, d'abord, les échanges institutionnels avec les collectivités locales révèlent des stratégies, des conflits, des ententes politiques. Il est fréquemment question de la Ville de Nantes, siège de la section, mais aussi des communes voisines, et des collectivités locales en général. Il s'agit de demandes de subventions (ou d'autres formes d'aides), ou de face à face, lorsque la section entreprend une action contre l'une d'elles, dans le cadre d'une

campagne ou de l'appui apporté à un individu contre qui elle est en situation de contentieux. Il est aussi fait allusion à divers événements ayant localement laissé des souvenirs, la marée noire de l'Erika (1999), l'annulation du festival culturel « L'étincelle des allumés de La Havane » pour des raisons politiques (1995), l'affaire de la « réserve humaine » du safari africain de Port-Saint-Père (en 1994), pour ne prendre que quelques exemples récents.

La réflexion donne souvent écho aux sujets qui agitent la Ligue nationale. Les comptes rendus de réunions des instances fournissent la trace de riches discussions portant sur les enjeux de ce monde, y compris les grandes affaires du siècle, comme les deux guerres mondiales, la montée du fascisme en Europe dans les années 1930, les guerres de décolonisation, ou plus récemment, la dette des pays pauvres, la mondialisation de l'économie, l'Apartheid ou la guerre civile algérienne, etc. Les faits historiques qui trouvent une résonance sont trop nombreux pour en présenter la liste dans cette introduction. Le fonds parvient à toucher presque tous les aspects de la société française au XX^e siècle, certains dans un domaine très politique (revendications nationalistes, politique de l'immigration, extrême droite, etc.), d'autres sur le fonctionnement des institutions et l'exercice du droit (laïcité, droits individuels, etc.). Tous ces thèmes sont très imbriqués et les campagnes liées par ce fil directeur : la défense des droits et des libertés.

Sur les questions internationales, l'action a consisté en quelques interventions ponctuelles auprès des gouvernements mais, le plus souvent, elle a simplement pris position publiquement. La section donne éventuellement une suite locale aux actions de la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH). La présence de publications de cette dernière montre aussi que la section se préoccupe des affaires internationales. La section a même entretenu des contacts privilégiés avec des associations de défense des droits de l'homme étrangères, la Ligue camerounaise et la Ligue togolaise.

Les campagnes associent souvent plusieurs acteurs. Les échanges ont toujours été une réalité de la vie de la section. Dans la première moitié du siècle, les registres montrent qu'elle est souvent sollicitée par d'autres organisations : associations, syndicats, et parfois même la municipalité. Les comptes rendus relatent par ailleurs de nombreux débats ou commentaires sur ces organisations et leurs relations avec la Ligue ou la section, notamment en ce qui concerne les syndicats et les partis politiques. La section participe aussi à des conférences, des projets ou des meetings collectifs et apporte son soutien à des causes défendues par d'autres. L'abondance de correspondance et de comptes rendus de réunions de la période récente témoigne de la multiplication des liens entre l'association et des organisations de plus en plus variées, parce que la vie politique évolue, parce que le pouvoir se déconcentre et se décentralise, et qu'en face, les citoyens semblent prendre en main leur destin différemment, solliciter plus nombreux les associations – le nombre de dossiers d'aides individuelles est croissant. Celles-ci, de leur côté, tissent un réseau de plus en plus étendu et prennent l'habitude de coopérer. La section travaille alors avec des mouvements qui rassemblent des protagonistes à statut juridique variable, adhérant elle-même à des associations ou contribuant à la création de collectifs. Souvent, les énergies et les moyens d'action se mêlent. De grandes associations sont très représentées, dont certaines liées au contexte local (la Maison de l'outre-mer par exemple). L'Observatoire nantais des libertés, mis en place dans la deuxième moitié des années 1990, et où la section a joué un rôle de leader, est emblématique du développement de ce mode de fonctionnement.

Un certain sens de la communication et des relations publiques transparaît par ailleurs dans presque toutes les actions. Informer, c'est déjà agir, et agir commence souvent par s'affirmer. L'élaboration d'actions de communication est l'occasion de réfléchir à son image et à son identité. Elles ne visent pas seulement à faire connaître la Ligue et la possibilité d'y adhérer, mais aussi à mettre en valeur les droits de l'homme en général ou la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen.

L'explosion de ce que l'on appelle la société de l'information a donné une ampleur particulière à ces actions de communication : déclarations, communiqués de presse et tracts alimentent les dossiers des campagnes. Mais pour autant, si l'on considère par exemple que Gaston Veil était aussi un patron de presse locale, il ne fait aucun doute que la section a, depuis ses origines, fait entendre sa voix dans le paysage idéologique nantais.

Au cours du siècle, les formes de communication se multiplient. Citons, par exemple, les interventions en milieu scolaire, qui montrent bien que la section s'est senti une vocation pédagogique. La célébration du Centenaire de la Ligue des droits de l'homme, énergiquement organisé localement alors qu'il ne correspondait pas au centenaire de la section, a été un temps fort – comment ne pas faire ressortir dans cette introduction cette manifestation qui a conduit à une première importante valorisation des archives et débouché indirectement sur le lancement de l'opération de classement.

Enfin, l'activité de publication, qui est une des priorités au niveau national depuis les origines, n'a pas été relayée à Nantes, peut-être faute de moyens, avant les années 1990 et la parution des premiers bulletins de la section.

Un siècle de soutien aux victimes d'injustices et d'atteintes aux droits.

La singularité de la Ligue vis-à-vis d'autres associations est son caractère généraliste, qui lui a valu d'être qualifiée de « super ministère de la justice »²¹.

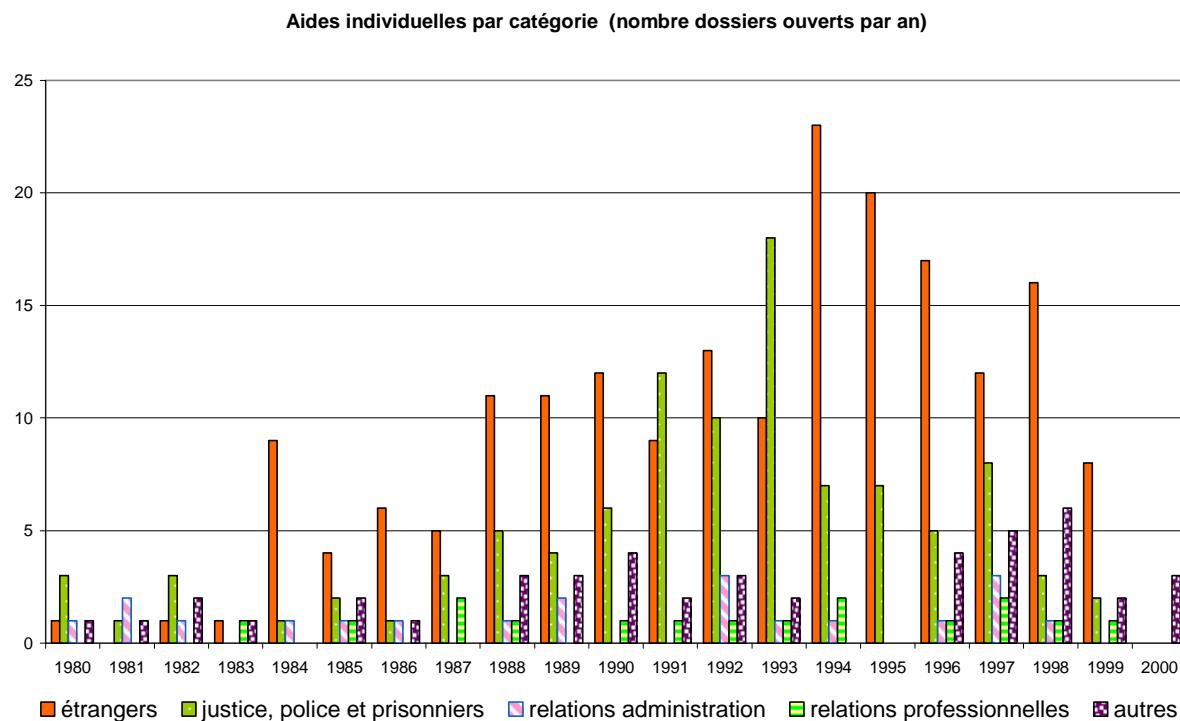
Si la première tranche chronologique du fonds ne contient aucun dossier nominatif, les cas individuels sont tous traités collectivement, en réunion plénière et les comptes-rendus s'en font largement l'écho. Au fil du temps, ce volet des activités de la section s'organise jusqu'à ce que les indications fournies par le papier à en-tête permettent, à partir de 1980, d'affirmer l'existence d'une permanence, qui se tenait déjà peut-être depuis plusieurs années. Sa naissance officielle n'est en effet pas datée : sans doute s'est-elle institutionnalisée progressivement et les volontaires n'auront pas pris le soin d'en dresser systématiquement des comptes rendus écrits. Elle permet d'accueillir à la fois les personnes venues chercher de l'aide auprès de la section et les adhérents potentiels venus chercher des informations sur ses activités²². Parfois l'objet de prises de notes, consignées, selon les périodes, dans un cahier dédié ou dans les registres des réunions.

Le graphique ci-dessous donne une idée de la répartition de ces sollicitations par objet entre 1980 et 2000 (les dossiers sont ici comptabilisés en fonction de leur date d'ouverture ; les 19 dossiers antérieurs ne sont pas pris en compte). Les étrangers constituent la plus forte

²¹ Formule d'Henri Sée, cité par E. Naquet, *La Ligue des droits de l'Homme : une association en politique (1898-1940)* (voir bibliographie), page 20.

²² Depuis quelques années, l'accueil des adhérents potentiels ou nouveaux adhérents est en outre assuré au cours de rencontres de présentation de la section et de ses activités, organisées ponctuellement en fonction des besoins.

proportion, et les victimes de déboires avec la justice ou la police (des prisonniers en majorité) arrivent en seconde position, loin devant les autres.



On observe avec le temps une augmentation du nombre d'étrangers en détresse illustrant le durcissement des politiques publiques à leur égard. Pour y faire face, la permanence s'est même doublée, à partir des années 1990, d'une permanence destinée spécifiquement aux sans-papiers venus chercher de l'aide auprès de la section pour leurs démarches de régularisation.

Dans son combat pour les individus, la section ne possède pas de bureau juridique. Bien qu'elle puisse faire appel, par le biais de son réseau, à des avocats locaux acquis à sa cause, elle a régulièrement recours au national pour demander des avis juridiques²³.

Les modalités de l'aide apportée aux individus évoluent avec les époques. Un exemple est particulièrement représentatif : il apparaît à plusieurs reprises dans les registres que la section apportait éventuellement, autrefois, en plus du soutien juridique et des actions de lobbying, une aide sous forme pécuniaire, tantôt à une veuve à laquelle est refusée une pension, tantôt à un réfugié sans ressources ayant fui la dictature espagnole. Aujourd'hui, le soutien d'ordre pécuniaire a disparu. Il n'en reste pas moins vrai que les militants continuent d'apporter parfois, à leurs frais, un soutien matériel aux personnes en difficulté, mais il n'en subsiste acune trace dans les archives « officielles ». D'une démarche de charité traditionnelle, on passe ainsi à une forme de solidarité plus conforme aux mentalités de l'époque contemporaine.

²³ Le service juridique du siège existe depuis 1902. En 2004, il employait quatre salariés à temps plein et traitait plus de 2500 sollicitations.

1. 4. Un aperçu en forme d'invitation.

Les paragraphes qui précèdent n'ont d'autre ambition que de poser quelques jalons de chronologie et de contexte. Nourris d'éléments glanés au fil du classement, et bien que complétés par des informations tirées du dossier de préparation de l'exposition du Centenaire de la LDH (cote 50), ainsi que de la thèse d'Emmanuel Naquet, dont les références sont données dans la bibliographie, ils devront être développés, précisés, peut-être réfutés.

Par ailleurs, les informations statutaires sont tirées des statuts de la période 1898-1940, publiés en annexe de la thèse de M. Naquet, et un bond chronologique nous transporte ensuite en 2005. Il s'agit moins en effet de mettre en valeur ici des évolutions précisément datées, puisque nous ne nous sommes pas référés à une collection complète, que de faire apparaître quelques éléments essentiels à la compréhension du fonctionnement de l'association.

L'histoire de la section reste finalement, on l'aura compris, à écrire. Les archivistes ont souffert de l'absence de repères bibliographiques. Le fonds offre le meilleur matériau possible pour y remédier. De ce modeste aperçu découlent de multiples pistes de recherche qui sont suggérées plus loin dans l'introduction. La tâche des archivistes s'arrête où commence celle des chercheurs...

2. Présentation du fonds.

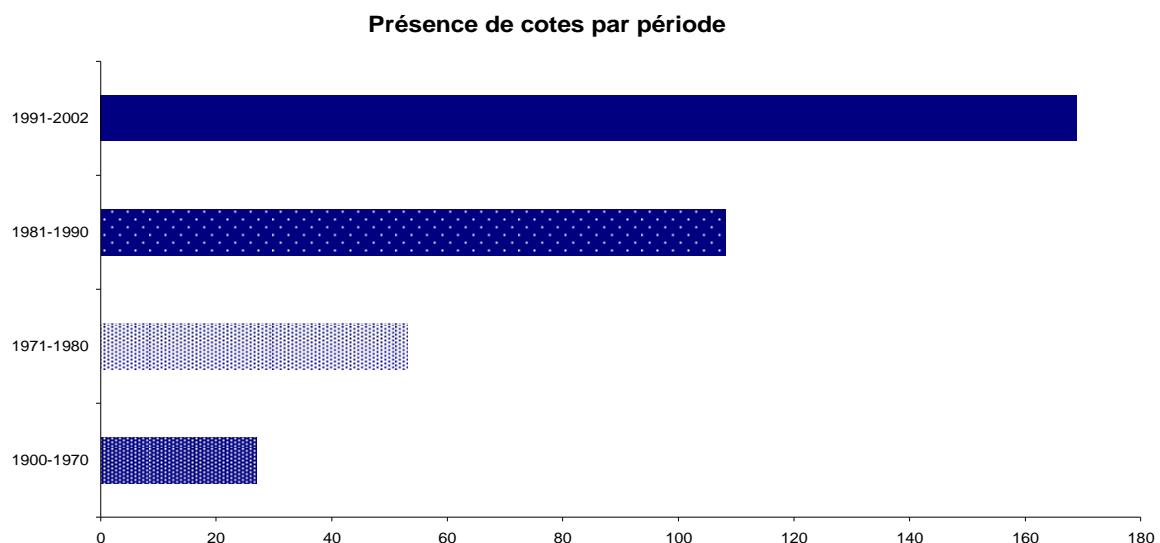
2. 1. Histoire et lacunes.

De l'histoire du fonds, nous ne connaissons précisément que les dernières décennies. Il se compose des documents accumulés à la permanence depuis que la section siège à la Maison des associations et d'archives antérieures qui ont suivi cette installation. Tous les documents présents au local, dont l'association n'avait plus d'usage administratif au moment du démarrage du traitement, en 2004, ont été intégrés au classement. Ce critère a été préféré au choix d'une coupure chronologique, trop artificielle, et qui eût contraint à démembrer des dossiers. Les archives récentes manquantes sont donc à chercher du côté de la permanence de la section. L'existence d'un local de travail a permis une relative centralisation des documents. En revanche, ainsi qu'il est dit plus haut, d'inquiétantes lacunes sont apparues pendant le classement. De 1905 au milieu des années soixante, seuls les registres de réunions et les registres de membres subsistent (un seul dans cette dernière catégorie). Pourtant, les campagnes publiques et les actions d'assistance aux individus ont dû générer au minimum la production de courriers et de tracts... Le parallèle avec les archives du bureau national de la Ligue le confirme²⁴ : les dossiers de requêtes individuelles, par exemple, totalement absents du fonds de la section, composent plus de deux tiers de ses cotes pour la période 1898-1940. La présence isolée de ces registres, seul témoignage écrit d'un demi-siècle d'activité, semble même, au final, curieuse. De plus, ce bel ensemble s'avère discontinu, et le silence devient complet sur plusieurs années. Les plus anciens remontent à 1905, bien que d'autres sources aient permis d'établir que la section

²⁴ CINGAL Grégory, *Ligue des droits de l'homme. Inventaire*, voir bibliographie.

existait alors depuis cinq ans²⁵. Ils s'interrompent pendant les deux grandes guerres, et même bien au-delà (de 1914 à 1920 et de 1936 à 1948), puis, à nouveau, entre 1953 et 1963. Les trois dernières décennies ont laissé des types de documents plus variés, mais bon nombre de dossiers ou de séries de dossiers demeurent fragmentaires.

Les raisons de ces lacunes ne sont pas connues, mais quelques hypothèses peuvent être formulées. D'abord, le fonctionnement associatif, avec une tendance fréquente à une forte personnalisation des activités, induit une dispersion des archives entre les domiciles des adhérents. Un appel lancé aux membres de la section n'a porté aucun fruit, il reste donc à espérer que des archives de la section surgiront plus tard d'archives familiales dans lesquelles elles seraient imbriquées. En second lieu, il n'est pas exclu que des dossiers jugés inutiles au seul critère de leur utilité administrative aient été éliminés en toute bonne conscience. Les changements de local de la section en particulier sont susceptibles d'avoir occasionné des tris. Quant aux guerres, les disparitions tiennent probablement au ralentissement de l'activité de la section, ou à un moindre affichage de cette activité (voire une entrée en clandestinité), qui ont pu, comme cela s'est produit ailleurs²⁶, s'accompagner d'une dispersion salvatrice ou d'une destruction volontaire des archives. Une autre importante rupture porte enfin sur la période 1953-1963, sans que, cette fois, un fait extérieur particulier ne paraisse de nature à le justifier. Au total, seules 9% des cotes concernent la période 1905-1960.



La dernière étape de l'histoire du fonds a été le traitement archivistique dont il faut à présent évoquer les principes.

²⁵ GIFFAN Jean, *La Bretagne et l'affaire Dreyfus*, voir bibliographie.

²⁶ NAQUET Emmanuel, *La Ligue des droits de l'Homme : une association en politique (1898-1940)*, voir bibliographie. L'introduction évoque le sort des archives locales.

2. 2. Méthode de traitement et composition.

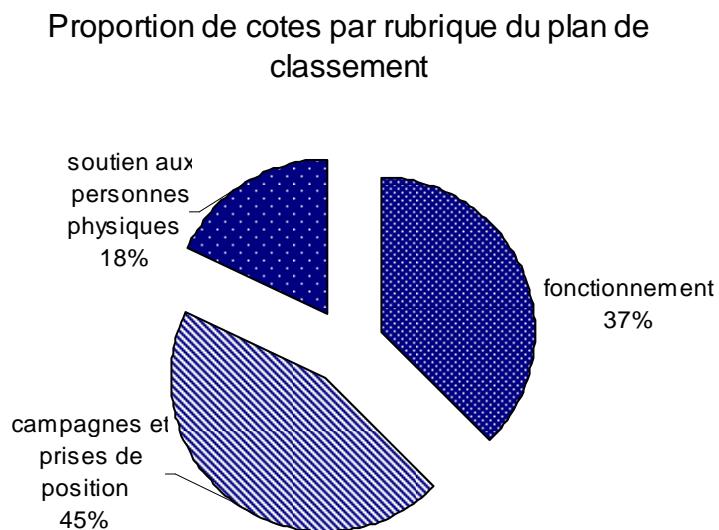
Tris et éliminations.

Du volume initial, de 7 mètres linéaires, il reste après tri, classement et reconditionnement, 4,7 mètres linéaires. Bien que la diminution puisse paraître significative, les éliminations sont restées très limitées. Elles ont essentiellement concerné des doubles, des brouillons et une partie de la documentation. Ont également été extraits 0,3 mètres linéaires de documents de fonctionnement éliminables, dénués d'intérêt historique, les informations principales se trouvant récapitulées ailleurs (organisation matérielle de réunions, pièces justificatives comptables et bancaires, gestion courante des locaux, des équipements et du personnel). Ils ont été exceptionnellement conservés lorsque leur contenu permettait de pallier l'absence de documents récapitulatifs.

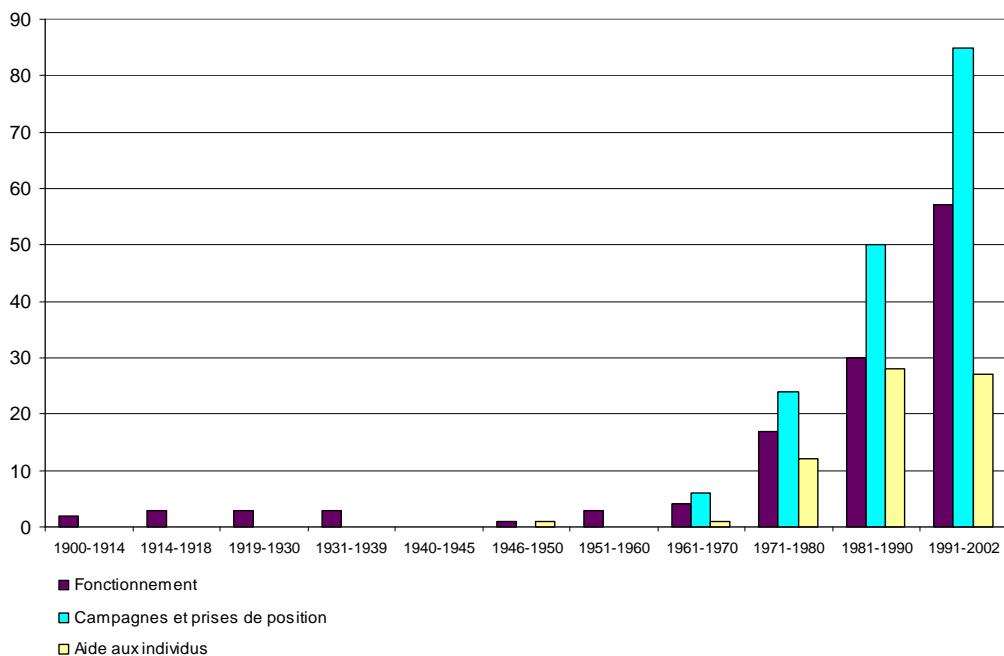
Elaboration du plan de classement, typologie documentaire.

Les archives se trouvaient, lorsque le traitement a démarré, rangées dans des cartons, qui ne faisaient que maquiller du vrac ou du quasi-vrac. Les différents éléments des dossiers étaient en général épars. La plupart des dossiers ont purement et simplement été reconstitués pièce à pièce. S'ils avaient fait l'objet d'une organisation, du type rangement dans l'ordre chronologique, et établissement de listes des pièces, comme cela a parfois été rencontré, elle n'était jamais poussée jusqu'à la constitution de séries.

Un plan de classement a dû être imaginé. Il a été conçu dans l'objectif de reproduire le fonctionnement de la section. Il distingue les documents de fonctionnement des archives ayant trait aux activités spécifiques, qui se divisent elles-mêmes en deux grands ensembles, les campagnes et prises de position d'une part, et l'assistance personnalisée aux individus en difficulté d'autre part.



Cotes par rubrique du plan de classement et par période



Toutefois, les niveaux décisionnel, gestionnaire et opérationnel n'étant pas hermétiques, certains documents se trouvaient inévitablement à l'intersection de plusieurs parties. L'action précise dont ils témoignent a toujours été le critère privilégié de positionnement. La rubrique fonctionnement se limite donc aux généralités sur les instances décisionnelles et à la gestion administrative. Le dossier « bureau national », par exemple, évoque les relations fonctionnelles entre la permanence parisienne et la section, tandis que les correspondances échangées au cours d'une affaire précise se trouveront dans le dossier correspondant. De même, il ne faut pas chercher dans la cote consacrée aux « relations presse » l'ensemble des communiqués de presse émis par la section, mais seulement les opérations de communication d'ordre général.

Bien évidemment, les différentes parties du fonds se répondent tout de même.

LES ARCHIVES DU FONCTIONNEMENT.

Elles représentent un peu plus d'un tiers des cotes.

- *Les instances.*

Instances locales.

Malgré les lacunes évoquées, les documents émanant de l'activité des différentes instances locales, l'assemblée générale, le bureau ou « comité exécutif » et les réunions « de section » constituent une série. Les commissions et groupes de travail temporaires n'ont pas permis la constitution de séries spécifiques. Les documents qui en ont émané se trouveront dans les dossiers relatifs aux actions auxquelles elles étaient liées.

Le plan de classement aurait traité les instances l'une après l'autre s'il n'avait fallu se plier au format des supports de retranscription. La première série, qui couvre un peu plus de la première moitié du siècle, se compose de registres et de cahiers, sur lesquels les délibérations sont transcrrites ou imprimées sur des feuilles collées, le tout en continu, dans

l'ordre chronologique. Certains de ces cahiers ont pu servir en outre de support à des prises de notes effectuées pendant les permanences d'accueil du public. Une phase de transition, entre les années 1960 et 1980, a vu des séries de dossiers apparaître en parallèle des registres et cahiers, ainsi que des supports « hybrides », le registre se réduisant à jouer un rôle de classeur, support de feuilles volantes collées (en particulier, l'énorme registre qui porte la cote 12, balaye douze années de réunions en tous genres). L'acidité des colles a pu les dégrader légèrement. La substitution complète des dossiers aux registres et cahiers a facilité la distinction entre les différentes instances pour les années les plus récentes. Le plan de classement interne de la rubrique n'est donc pas parfaitement homogène.

Le contenu des dossiers de réunion est classique : convocation-type, pouvoir-type, rapports (moraux, financiers, de commissions, de groupes d'études), autres textes examinés en séance, comptes rendus ou procès-verbaux.

Permanences, secrétariat.

Au cours des trente dernières années, la permanence a produit un nombre croissant de documents de fonctionnement : agendas, correspondance et cahier-journal de la permanence d'accueil du public. Ces archives, qui s'apparentent à des documents de secrétariat, ont été placées tout de même à ce niveau du plan de classement, parce qu'elles étaient inextricables de la partie décisionnelle, les permanents et les membres des instances étant souvent les mêmes personnes. Le volume des traces de la permanence d'accueil du public demeure très faible, car elle est par nature un lieu de renseignement rapide des individus, ou d'aiguillage vers un traitement poussé des affaires les plus complexes, ce qui occasionne alors l'ouverture de dossiers spécifiques.

Instances nationales : congrès, comité central, bureau national.

Une série de dossiers (cotes 26 à 34) porte sur l'activité de ces instances nationales (« bureau national » désigne la permanence parisienne). Les dossiers rangés sous les intitulés « congrès » et « comité central » ne sont qu'un doublon appauvri, fragmentaire, des archives du siège parisien – leur seul intérêt par rapport au fonds national est d'être ponctuellement agrémentés de notes prises par des membres de la section nantaise au cours d'une réunion. Leur conservation se justifie surtout à titre documentaire : ils offrent un complément d'informations que le chercheur pourra trouver commode de consulter dans le même lieu. Ces raisons expliquent que le plan de classement ne place pas en première position le niveau le plus général, le national, mais commence au niveau de la section. Ces séries ont été organisées dans l'ordre chronologique. Quant au bureau national, comme nous y avons déjà fait allusion, il fait l'objet d'un seul dossier, qui regroupe tous les échanges généraux avec la section.

Fédération de Loire-Atlantique.

L'unique cote figurant sous l'intitulé « Fédération de Loire-Atlantique » s'avère assez pauvre ; c'est pourquoi elle aussi a été positionnée après les instances nantaises, à la charnière avec les relations externes.

Relations entre sections, autres relations externes.

Cette rubrique est composée des quelques dossiers relatifs aux relations des instances avec d'autres sections, les ligues étrangères et des organismes externes. La section de Nouvelle Calédonie a été classée aux côtés des ligues étrangères, plutôt qu'avec les sections

françaises, en raison de l'approche qui prévaut dans le dossier, résolument sous l'angle de la politique internationale.

- *Administration de la section.*

Tous les documents classiquement émis dans le cadre de la gestion d'une association, concernant le personnel, la comptabilité, les locaux et les équipements sont regroupés ici. Ils sont peu nombreux, à la mesure des moyens matériels dont la section a disposé. La gestion de la trésorerie est, en outre, fortement centralisée par le bureau national – sans compter que des documents sont probablement restés aux domiciles des trésoriers.

- *Communication.*

Ce chapitre sert de transition avec les actions proprement dites, car tout en étant inscrite dans le fonctionnement courant d'une structure, la communication s'approche du terrain de l'opérationnel.

Deux sous-ensembles ont été distingués : les opérations de promotion et les séries de publications. Les dossiers concernant les opérations de promotion ressemblent par leur variété aux dossiers de campagnes que nous allons aborder plus loin. D'ailleurs, le Centenaire de la Ligue, classé ici, fait écho à certains événements d'ordre commémoratif placés dans une rubrique consacrée aux rapports entre politique et mémoire, mais il a été considéré comme une action de promotion de la Ligue. Les publications forment au contraire une série homogène. Les bulletins d'autres sections, les revues et autres documents de la Ligue nationale et de la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme ont été conservés pour les mêmes raisons de facilité offerte aux chercheurs que les documents des instances nationales ; la série n'est pas non plus complète. Quant aux publications propres de la section, elles se résument au bulletin de liaison. Le dossier se compose idéalement d'un exemplaire accompagné de son dossier de préparation, mais plus fréquemment d'un seul des deux. Nous avons conservé une partie des brouillons et maquettes, dont quelques manuscrits originaux, afin de garder une trace de la phase d'élaboration.

A noter, des publications portant sur des thèmes spécifiques ou spécialement élaborées dans le cadre d'actions ont été classées avec les dossiers relatifs aux campagnes.

CAMPAGNES ET PRISES DE POSITION.

Le deuxième grand ensemble qui se détache dans le plan de classement a trait aux « campagnes et prises de positions », actions d'information du public et de pression sur les institutions. Il représente le plus grand nombre de cotes, soit 45% du total. La composition de ces dossiers est assez complexe, variée et variable. Leur volume est très inégal, une affaire faisant selon le cas l'objet d'une cote, d'un groupe ou d'une partie seulement de cote.

A noter, l'abondante documentation a été en partie conservée, parce qu'elle éclaire significativement les dossiers. Elle constitue une forte proportion de certaines cotes – les revues de presse en particulier. Le classement interne de ces dernières n'a pas été aisé ; au minimum les coupures sont classées chronologiquement par année (voire par mois ou par jour, selon le volume). Dans les analyses présentées, la précision de la description de la documentation reste le plus souvent générale, mais il arrive que la présence d'un document particulièrement important soit soulignée.

Il faut également indiquer que la multiplicité des types de documents rencontrés, dans la documentation et le reste, a contraint les archivistes à un effort d'homogénéisation du vocabulaire descriptif. Certains termes ont été adoptés pour désigner des types de documents proches ; par exemple, le terme de « communiqué » désigne des documents souvent baptisés différemment à l'origine (appels, déclarations, etc.), mais dont le contenu est destiné à être médiatisé, porté à la connaissance du public par voie de publication. Les communiqués « de presse » sont désignés en tant que tels, sauf lorsqu'ils prennent place avec d'autres types de communiqués.

Les thèmes des actions ont déterminé des regroupements ; ils sont présentés du plus général au plus particulier. La défense des droits de l'homme en général est positionnée avant la défense de catégories de population spécifiques. Elle est subdivisée autour de thèmes qui recoupent en partie – mais non parfaitement – les axes de travail de commissions nationales : international, mouvements indépendantistes ou régionalistes, extrême droite et racisme, politique et mémoire, droits du citoyen, laïcité, droits économiques et sociaux, et enfin environnement. Parmi ces sous-rubriques le traitement de quelques unes mérite des explications. Dans le domaine de l'international, d'abord, la description des dossiers reprend le nom des pays contemporain des affaires ; toutefois, le répertoire effectue des renvois depuis leurs noms actuels, si nécessaire. Une sous-rubrique « politique et mémoire » a par ailleurs été constituée, consacrée à des actions mettant en relation certains combats contemporains pour les droits de l'homme et le rapport de la société au passé. Il s'agit tantôt d'actions commémoratives et tantôt de réactions à l'encontre d'instrumentalisations de l'histoire et de la mémoire. A l'exception d'actions ponctuelles, dont les dossiers minces ont été rassemblés sous une cote, elles sont présentées dans l'ordre chronologique des événements commémorés, plutôt que dans l'ordre des actions elles-mêmes, car certains événements, comme l'abolition de l'esclavage, ont été célébrés régulièrement. La sous rubrique ayant trait aux populations spécifiques a quant à elle été subdivisée par catégorie : femmes, homosexuels, étrangers, gens du voyage et enfants.

Chacun des sous-ensembles du plan de classement détient sa logique propre, conséquence de la complexité des modalités d'actions. Il est arrivé que les documents puissent être regroupés par organismes partenaires. Par exemple, dans les archives concernant les droits des femmes, des cotes sont consacrées entièrement au Mouvement français pour le planning familial et à l'Espace Simone de Beauvoir, organisations avec lesquelles la section a entretenu des relations régulières. Mais ce principe était rarement applicable.

La logique de classement pourra dérouter à première vue, mais tous les choix ont été opérés après une analyse minutieuse du contenu des documents. Une association connue pour son engagement sur un thème sera peut-être absente de la rubrique qui y est consacrée, et présente ailleurs, parce qu'elle aura participé à un autre type de campagne. Ou encore, une campagne contre un volet d'une mesure qui en comporte plusieurs aura été classée dans la rubrique qui correspond au volet le plus précis. Prenons quelques exemples :

- alors que la place de l'action menée entre 1993 et 1995 contre les lois Pasqua pourrait être dans la rubrique « droits du citoyen », la « loi d'orientation et de programmation relative à la sécurité » prend place dans le « droits des étrangers », parce que les documents évoquent principalement la maîtrise des flux migratoires ;
- les dossiers relatifs aux départements et territoires d'outre-mer ont été classés avec les affaires internationales, ce qui se justifie par le mode de traitement de ces affaires, sous l'angle des relations internationales et non de la politique intérieure ;

- « *a contrario* », pourrait-on dire, la rubrique sur les revendications identitaires inclut des affaires qui concernent des groupes étrangers (Basques espagnols), mais en tant que réfugiés en France.

SOUTIEN A DES PERSONNES PHYSIQUES.

Le traitement de la série de dossiers individuels, plus homogène et moins volumineuse (18% des cotes), a été plus aisé. Chaque dossier est structuré par la succession chronologique des étapes qui s'enchaînent dans le règlement de l'affaire. Cet enchaînement est en général le suivant : la prise de contact avec la section, effectuée par le concerné ou, plus rarement, par un intermédiaire (parent, ami, association, autre section), occasionne une prise de contact au cours de laquelle la situation problématique est décrite. La section instruit l'affaire et réagit, soit par un simple conseil au demandeur, soit en intervenant auprès de la personne mise en cause par le plaignant, qui peut être une personne morale (une administration, un employeur, etc.) ou physique. La typologie documentaire découle de cette succession d'actions : il s'agit majoritairement de correspondance et de pièces justificatives, comme des copies de pièces administratives, professionnelles, juridiques et médicales. La documentation réunie pendant l'instruction, d'ordre juridique notamment, a été conservée, là encore, si elle fournissait un éclairage utile à la compréhension du dossier. La plupart des dossiers sont courts. Ponctuellement cependant, des types de documents plus variés surgissent, dont certains ont été destinés à une diffusion publique, du type mémoire ou dossier de presse. La trace de l'activité de comités de soutien peut se rencontrer. Il arrive même que la dimension supra-individuelle des enjeux transforme l'action en véritable campagne. Pour définir précisément la limite entre les deux rubriques, le mode de déclenchement de l'action a été déterminant : la série de dossiers individuels concerne les cas où une personne estimant ses droits (ou les droits d'un tiers) menacés a sollicité la section, quelle qu'ait été la suite de l'affaire, et non les cas où une campagne en faveur d'un individu est arrivée par une voie extérieure. Il faut reconnaître qu'il était parfois difficile d'en juger en raison du caractère fragmentaire de ces archives...

Cinq sous ensembles ont été constitués. La rubrique « étrangers en France », la plus volumineuse, est organisée par pays de provenance. La seconde, « justice, police et prisonniers » est consacrée au fonctionnement de la justice et de la police, en général. D'autres dossiers individuels ont pu comporter un volet judiciaire – les dossiers d'étrangers notamment. La justice et la police relèvent d'administrations distinctes, mais l'une et l'autre intervenant souvent successivement au cours d'une affaire, il aurait été impossible de démêler les deux. Le terme de « prisonnier » a été laissé dans le titre, pour souligner leur part prépondérante parmi tous les cas présents ici. Les relations des individus avec d'autres administrations et organismes publics (armée, collectivités locales, questions d'état-civil, etc.) constituent le thème du petit sous-ensemble suivant, suivies des relations professionnelles et enfin d'une catégorie qui rassemble les autres types de requêtes, trop variés et peu nombreux pour en constituer chacun une.

A l'intérieur de chaque sous-rubrique, les dossiers sont classés dans l'ordre alphabétique des noms. Les anonymes sont classés à la lettre « A ». Les familles, époux ou personnes ayant un lien de parenté non identifié et portant le même nom font l'objet d'un seul dossier. Les dossiers des femmes dont le nom de jeune fille et le nom d'épouse étaient connus sont classés au nom de jeune fille, avec un renvoi au niveau du nom d'épouse. Lorsque plusieurs individus dont les noms sont différents ont fait l'objet d'un même dossier, les noms sont

énumérés dans l'ordre alphabétique et le dossier est classé au nom de la première personne citée ; les autres font l'objet d'un renvoi. Les dossiers collectifs regroupant un nombre trop important de personnes font l'objet d'une analyse générale non nominative et sont classés en fin d'alphabet. Lorsque le dossier portait originellement le nom d'un tiers intermédiaire ayant joué un rôle plus important que le bénéficiaire de l'action, nous l'avons classé au nom de cet intermédiaire.

3. Règles de communicabilité des documents.

Une partie des documents comporte des informations sensibles, mettant en cause la vie privée, le secret médical ou le secret de l'information judiciaire. Il convenait donc, pour protéger les individus concernés, de déterminer des conditions de communication au public adaptées, sans verrouiller les possibilités de recherche scientifique. La section a donc choisi d'appliquer des délais de communicabilité et d'examiner les demandes de dérogation motivées par des fins de recherche.

Les délais de protection des documents sont déterminés par le type de secret qu'ils mettent en cause (ils s'entendent à compter de la date du document) :

- 60 ans pour la vie privée ;
- 100 ans pour le secret médical, le secret de l'instruction judiciaire et de l'état civil.

La consultation anticipée sera possible sur dérogation accordée par la section ; elle pourra porter sur des parties de cotes ou des cotes entières, et être conditionnée à un engagement à ne pas reproduire ou diffuser les informations sensibles ; la section sera obligatoirement saisie et rendra sa réponse dans un délai d'un mois. Précisons que les adhérents de la section ou de la Ligue ne bénéficient pas d'un accès privilégié, à moins qu'ils n'aient été désignés par le président de la section. Enfin, la reproduction des documents communicables (avec ou sans dérogation) est autorisée pour un usage restreint au cercle privé et familial. Toute utilisation en vue d'une diffusion publique doit préalablement être autorisée par la section.

La proportion de cotes communicables sans dérogation, dès 2008, est importante (39%). Les dates à partir desquelles les cotes sont communicables sont portées sur le répertoire, en-dessous des dates extrêmes. La description des cotes a elle-même été rédigée de manière à masquer des informations, comme les noms des individus ayant recouru à la section.

4. Axes de recherche.

De multiples pistes de recherche ont été repérées au fil du traitement.

4. 1. (Plaidoirie pour une) histoire de la section.

Les courants de pensée.

Pour aborder l'idéologie, l'histoire de la pensée ligueuse, ou les différents courants de pensée représentés au sein de la section et de la Ligue, le fonds dans son entier pourra être

exploité. Les documents de communication, les publications surtout, y offriront un accès particulièrement synthétique et pédagogique. Les comptes rendus de débats, des instances ou des collectifs et groupes de travail, constituent une source plus complexe et détaillée, reflétant mieux les débats entre militants. Les registres et cahiers de réunions internes du début du siècle sont les plus riches : de la relation précise et détaillée des débats tenus en séance, on passe peu à peu à des comptes rendus plus factuels – sans que les réunions perdent jamais leur rôle de temps de discussion. La comparaison entre les réunions des instances nationales et celles de la section permettra de mesurer l'adéquation entre la ligne générale et les positions locales. Ponctuellement, les correspondances échangées avec les adhérents portent sur le fond. Les prises de parole publiques effectuées au cours des campagnes montrent les positions de la section sur des sujets précis. Tous les documents, enfin, qui découlent de la mise en œuvre des actions, permettront d'évaluer la cohérence entre les idées défendues et l'activité de terrain.

Le fonctionnement des instances.

Celui-ci est abordé essentiellement par les registres, cahiers et dossiers de réunions. Le dialogue avec les instances parisiennes n'a laissé que peu de traces directes, mais l'étude des procédures, la répartition des différentes activités – transfert des éléments de gestion comptable, recours réguliers au service juridique national, par exemple – aidera à analyser le degré de centralisation de l'association. La Fédération de Loire-Atlantique n'a pas occasionné la création de volumineux dossiers, pas plus que les relations avec les autres sections, sur lesquelles nous disposons de quelques correspondances (notamment des sections géographiquement proches) et de bulletins.

Fonctionnement matériel de la section, méthodes de travail.

Les documents présents dans la rubrique consacrée à l'administration de la section sont révélateurs des moyens de fonctionnement disponibles. En évoquant les locaux et les aléas survenus au cours de leur occupation (déménagements, sinistres, cambriolage), la présence ponctuelle de personnel (objecteurs de conscience), ils donnent un aperçu du quotidien des militants. Par un autre biais, l'évolution des méthodes de travail est également observable. Par exemple, les dossiers se substituent progressivement aux registres et cahiers, comme cela a déjà été souligné, entre les années 1970 et les années 1990. Ils reflètent entre autres une facilité matérielle nouvelle à produire (et reproduire) des documents, facilité à l'origine d'une explosion documentaire – qui n'est pas un phénomène propre à ce type de document ni même à la Ligue, mais constitue un phénomène de société.

Les adhérents.

La présence de listes de membres n'est pas régulière dans le fonds. Le nombre de votants est néanmoins mentionné lors de certaines élections et la comptabilité des adhésions et démissions est tenue, dans les registres, au début de chaque réunion, ce qui permettra d'étudier l'évolution numérique de la section.

Le fonds propose aussi quelques sources permettant d'établir une sociologie des adhérents, comme les correspondances ayant trait aux adhésions et démissions, qui portent aussi sur un volet plus amical. Bon nombre de renseignements sur les catégories socioprofessionnelles seront obtenus par un croisement avec les comptes rendus. En effet,

outre les noms des nouveaux adhérents, sont parfois mentionnées leurs adresses et leurs professions. La teneur des débats et le langage même des retranscriptions nous informent sur le degré d'instruction des militants. Au détour d'autres types de dossiers, se glissent quelques pièces instructives sur les personnalités en présence : ainsi, dans un des dossiers de constitution du bulletin (automne 1998, n°6), se trouve un poème manuscrit de Jacqueline Weil, une des présidentes de la section.

Notons également les échanges réguliers entre la section, ou certains élus particuliers, et les partis politiques locaux, notamment dans la rubrique « autres relations externes ».

L'identité ligueuse.

Comme les campagnes, la composition des dossiers relatifs aux opérations de communication dépend de l'action conduite et de son objectif : l'organisation de manifestations (comme le Centenaire), la présentation de l'association auprès de certains publics, la diffusion de publications, etc., génèrent des types de documents différents.

Le rayonnement de la section peut se mesurer à l'aune de plusieurs indicateurs, comme les échos dans la presse, le nombre de prises de contact, de demandes de renseignements, ou le nombre d'adhérents, fourni par les documents relatifs à la gestion financière et les comptes rendus des réunions, dont les discussions commentent régulièrement l'état des troupes. Il est visible aussi à travers le nombre de sollicitations des personnes qui écrivent pour soumettre des requêtes. Elles ne sont au départ, en majorité, pas militantes ; pourtant elles connaissent la Ligue et ce recours s'impose naturellement à elles.

Enfin, la notion de communication est présente dans bien des dossiers, individuels ou dossiers de campagnes. La présence d'objets dont la diffusion a eu pour intention de faire connaître une cause (pin's réalisé dans le cadre d'une campagne pour la défense d'un prisonnier) ou la Ligue elle-même (cartable promotionnel de la Ligue distribué au congrès du Centenaire) en est, entre autres, une illustration.

La Ligue et la section se sont aussi définies par leurs modes opératoires.

Les modes d'action.

La série de dossiers consacrée aux campagnes et prises de position donne à découvrir l'imagination déployée par les ligueurs pour atteindre leurs objectifs. Les campagnes, en fonction de leur objet, ont généré des documents de types multiples et très variés, à l'image de la diversité des modes d'action adoptés. L'abondante documentation, qui a été en grande partie conservée, montre l'intérêt accordé par les militants à l'information.

Les actions sont, de plus, conduites soit par la section seule, soit en collaboration. Il est parfois impossible de déterminer, à la vue des seules archives ici présentes, quelle organisation a été leader. L'origine des initiatives n'est pas toujours perceptible, et une étude poussée avec une confrontation à d'autres archives est nécessaire. Le nom des organisations parties prenantes n'émerge, de fait, pas systématiquement dans l'analyse fournie dans ce répertoire ; pourtant, ces dossiers constituent une source non négligeable sur la vie des associations nantaises.

Bien plus qu'une source sur l'histoire de la section ou même de la Ligue, le fonds offre une foule de renseignements sur le paysage politique et social.

4. 2. Le paysage politique local, national et international.

La portée de ses actions est à la fois locale et nationale, voire internationale.

L'inscription de la section dans la vie nantaise.

C'est, d'abord, un regard sur la société nantaise que nous procurent les documents. Certains, attestant de la présence de célèbres personnalités parmi les adhérents, élus locaux ou notables, pourront contribuer à l'étude de parcours particuliers. Il faudra dépouiller là encore les comptes rendus et documents liés aux relations avec adhérents. L'environnement politique (relations avec les collectivités, élus et partis locaux), est abordé par des échanges ponctuels, et surtout par les dossiers des campagnes, comme, par exemple, ceux qui ont trait aux partis politiques d'extrême droite, évoquant avec une attention particulière leurs élus locaux.

La vie des associations de la région est également assez largement illustrée, dans sa variété et sa densité, principalement à travers les innombrables échanges occasionnés par les actions – un peu aussi dans le chapitre assistance aux individus, qui ont pu passer par ou être orientés vers une autre organisation. Des échanges particuliers ont été entretenus avec d'autres, non plus en raison de leur objet, mais en tant que colocataires des locaux municipaux ; quelques informations se trouveront donc dans les dossiers sur les locaux.

Histoire politique, juridique et institutionnelle.

Ces sujets sont naturellement les plus directement abordés par les documents, surtout dans les dossiers des campagnes et prises de position, et les registres de délibérations, qui donnent accès aux débats tenus en amont et en parallèle des actions. Nous avons évoqué la diversité des types d'actions. C'est par là que la vie politique nationale et internationale surgit.

Sur les grands débats nationaux, les sources principales sont les registres de délibérations et autres comptes rendus des instances, les dossiers de campagnes, et quelques dossiers individuels de requêtes, qui constituent une source indirecte sur certains problèmes de société.

Sur le plan international, on accordera une importance particulière aux dossiers individuels d'aide aux étrangers, qui montrent les conséquences des conflits et des famines sur l'existence des individus. Quelques récits témoignent aussi de ce que peut être la vie d'une personne poursuivie pour délit d'opinion dans une dictature ; signalons en outre la présence des publications de la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH), qui montre l'intérêt manifeste de la section pour son action.

Le fonds permet, pour finir, d'étudier les contours de la société, mais aussi d'entrer dans la vie et souvent dans l'intimité des individus.

4. 3. L'histoire sociale.

Parmi les dossiers des campagnes, une partie porte sur des sujets sociaux (logement, pauvreté, système de santé, statut social de différentes catégories de populations).

Par ailleurs, l'histoire des adhérents n'intéresse pas seulement l'histoire de la section mais déborde largement sur les mentalités des époques parcourues et l'histoire du militantisme et des militants.

Mais le principal apport des archives de la section, sur ce plan, réside probablement à l'intérieur des 392 dossiers individuels (représentant 415 personnes secourues). A l'instar de ce qui s'est produit ailleurs, elle a été sollicitée pour toutes sortes d'interventions, y compris complètement en-dehors de son champ d'action. La plupart des demandes sont motivées par la dénonciation d'une atteinte au droit précise (ou de ce qui est considéré comme tel).

Quelques demandes sont très pragmatiques, ne visant même parfois qu'à obtenir un renseignement, comme ce prisonnier qui cherche des textes officiels sur les conditions de vie dans une cellule. La plupart du temps néanmoins, elles sont complexes, avec souvent un fond juridique, et occasionnent, en réponse, différents types d'actions.

Les individus sont généralement amenés, pour améliorer la compréhension de leur histoire, à fournir des détails sur leur vie professionnelle, familiale, leur état de santé – souvent jusqu'à l'intime –, pièces justificatives à l'appui. Les types de populations touchées pourront donc être étudiés. L'inégale maîtrise de l'art de la rédaction fournit également des indices : à côté de messages exprimés dans un style parfaitement maîtrisé, quelques lettres semblent avoir été dictées par des personnes illettrées. La forme et l'objectif même des requêtes, clairs ou confus, précis ou exagérément descriptifs, sont révélateurs des personnalités des demandeurs. Ces dossiers « tranches de vie » sont souvent chargés d'éléments susceptibles d'émouvoir le lecteur, surtout lorsque les personnes évoquent leur détresse, les épisodes douloureux traversés, la solitude dans laquelle les ont plongées leurs difficultés. Certaines, manifestement en pleine crise personnelle, cherchent un interlocuteur attentif autant qu'une aide concrète.

L'étude d'un cas individuel peut être frustrante lorsque la fin de l'épisode n'est pas racontée : des recherches complémentaires dans d'autres fonds d'archives des administrations mises en jeu (la Préfecture, les institutions pénitentiaires, judiciaires, etc.) permettront peut-être de reconstituer les parcours complets. Rappelons qu'à l'intérieur même du fonds, les comptes rendus des réunions des instances et les documents de la permanence procurent, déjà, des informations complémentaires sur le suivi de ces dossiers.

En conclusion, reprenant l'expression de G. Cingal au sujet du fonds des archives nationales de la Ligue, le fonds de la section de Nantes « surprendra par sa richesse et sa diversité »²⁷.

²⁷ CINGAL Grégory, *Ligue des droits de l'homme. Inventaire*, voir bibliographie

5. Sources complémentaires – bibliographie.

5. 1. Sources complémentaires.

Les sources présentées ici le sont à titre indicatif, elles n'ont pas été examinées par les rédacteurs. Elles sont à chercher auprès de plusieurs types d'organismes.

- Les organismes de droit privé (entreprises, associations, notamment) impliqués dans les affaires peuvent être contactés. Ils déterminent les modalités d'accès des tiers à leurs archives.
- Les institutions publiques partie prenante dans les affaires traitées ont dû conserver leurs archives, qui sont, de par la réglementation, accessibles au public dans le respect de délais de communicabilité légaux, selon l'âge des documents, elles sont à solliciter auprès des administrations ou du service d'archives compétent :
 - o les Archives départementales de Loire-Atlantique ont vocation à conserver les archives de la Préfecture ; elles sont également destinataires des archives des institutions judiciaires siégeant dans le département ;
 - o les collectivités territoriales ont vocation à conserver chacune ses archives.
- Bien sûr, les archives du bureau national de la Ligue, dont une grande partie (1898-1940) est conservée à la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine de Nanterre, complèteront utilement les recherches sur la première moitié du siècle. L'introduction de l'inventaire réalisé par Grégory Cingal (voir références détaillées dans la bibliographie) souligne ainsi l'intérêt du fonds national pour l'histoire des sections : « Les dossiers réunis ici se composent, soit de documents internes (bulletins locaux, registres d'adhérents, livres de comptes, procès-verbaux d'assemblée générale, élections du bureau, etc.), soit d'un échange de correspondance entre la section (ou la fédération) et le siège (secrétariat général, service juridique). Ces correspondances portent sur la vie interne de l'association (circulaires, nomination des délégués fédéraux, organisation de la propagande à l'échelle locale, souscriptions et cotisations, suggestions diverses), ou bien sur un fait local particulier (demandes d'information et de conseil, signalements d'abus). ». Son inventaire comporte des mentions sur la Loire-Inférieure. La permanence nationale peut être aussi sollicitée pour la seconde moitié du XX^e siècle. Il en va de même des multiples sections, dont quelques unes ont déposé quelques archives dans des services d'archives départementales et municipales. La thèse d'Emmanuel Naquet *La Ligue des Droits de l'Homme : une association en politique* (voir bibliographie) fournit dans ses annexes documentaires la liste des services d'archives où l'auteur a trouvé des sources.

Nous n'évoquons ici que les sources matérielles, mais le chercheur ne doit pas oublier que bon nombre d'anciens ligueurs, ou des personnes concernées d'une autre manière par l'action de la section, peuvent témoigner.

5. 2. Bibliographie.

Hommes et libertés, « 1898-2004. Une mémoire pour l'avenir », supplément au n° 128, octobre-décembre, Ligue des droits de l'Homme, 2004, 96 p.

LDH Info. Bulletin national mensuel de la Ligue des droits de l'Homme, « Statuts et règlement intérieur de la Ligue des droits de l'Homme », Supplément au n°148, Ligue des droits de l'Homme, 2005, 16 p.

CINGAL Grégory, *Ligue des droits de l'homme. Inventaire*, Nanterre, BDIC, 2003, 128 p.

COMBE Sonia et CINGAL Grégory, « L'état du fonds : généalogie, cadre de classement et apport scientifique » in *Retour de Moscou. Les archives de la Ligue des droits de l'Homme 1898-1940*, Paris/Nanterre, La Découverte – BDIC, 2004, 192 p.

GUIFFAN Jean, *La Bretagne et l'affaire Dreyfus*, Terre de brume, 2001, 271 p.

NAQUET Emmanuel, *La Ligue des droits de l'Homme : une association en politique (1898-1940)*, thèse de doctorat, sous la direction de Serge Bernstein, Institut d'études politiques de Paris, 2005, 1349 p.

Sommaire du répertoire

Le sommaire renvoie aux cotes des articles.

FONCTIONNEMENT DE LA SECTION	1-65
Instances et permanences locales	1-25
Réunions et permanences : registres et cahiers.....	1-20
Réunions : dossiers	21-22
Permanence et secrétariat	23-25
Relations avec les instances nationales	26-34
Congrès	26-30
Comité central.....	31-33
Bureau national.....	34
Fédération de Loire-Atlantique	35
Relations avec des sections locales et des ligues étrangères	36-37
Relations internationales et Nouvelle-Calédonie	36
Relations avec d'autres sections de France métropolitaine.....	37
Autres relations externes.....	38-39
Administration de la section.....	40-45
Relations avec les adhérents	40-41
Personnel.....	42
Finances	43-44
Locaux de la permanence et emplacements temporaires, équipement et matériel.....	45
Communication de la section et de la Ligue	46-65
Actions de promotion et relations presse	46-53
Publications de la Ligue des droits de l'homme.....	54-65
CAMPAGNES ET PRISES DE POSITION	66-142
Droits de l'homme et du citoyen	66-119
Affaires internationales.....	66-71
Mouvements indépendantistes ou régionalistes.....	72
Extrême droite et racisme	73-80
Politique et mémoire	81-88
Droits du citoyen	89-104
Laïcité	105-108
Droits économiques et sociaux	109-118
Environnement.....	119

Thèmes spécifiques à des catégories de population	120-142
Droits des femmes	120-123
Droits des homosexuels	124
Droits des étrangers	125-140
Droits des gens du voyage	141
Droits des enfants	142
SOUTIEN A DES PERSONNES PHYSIQUES.....	143-173
Etrangers en France	143-154
Etrangers en situations irrégulières et demandeurs d'asile	143-153
Adoption d'enfants étrangers	154
Justice, police et prisonniers	155-160
Autres relations avec les administrations et organismes publics	161-165
Relations professionnelles	166-171
Autres	172-173

Répertoire numérique

Cote	Description	Dates extrêmes		
		Communicabilité		
FONCTIONNEMENT DE LA SECTION				
<u>Instances et permanences locales</u>				
Réunions et permanences : registres et cahiers				
1-9	ASSEMBLEES GENERALES ET COMITE EXECUTIF DE 1905 A 1974	1905-1974		
1	Conseil d'administration, composition : listes des membres (1914-1927) [interruption du 21 juin 1914 au 21 mars 1920].	1988		
2-9	Registres et cahiers des comptes rendus [quelques articles de presse collés].			
2	13 avril 1905 - 18 février 1909	1970		
3	21 février 1909 - 14 mai 1914	1975		
4	21 juin 1914 - 1 ^{er} mars 1925 [interruption du 21 juillet 1914 au 10 juin 1920]	1986		
5	2 avril 1925 - 4 avril 1930	1991		
6	6 avril 1930 - 8 juillet 1933	1994		
7	5 octobre 1933 - 10 décembre 1936	1997		
8	27 mai 1948 - 6 décembre 1953	2014		
9	26 octobre 1963 - 12 mai 1974	2035		
10-12	CONGRES, ASSEMBLEES GENERALES, REUNIONS DE SECTION, BUREAU DE 1976 A 1990	1976-1992		
	Registres et cahiers des comptes rendus [Pièces jointes insérées ou collées. Fonctionnement : rapport d'activité, courrier aux adhérents. Actions : tract, articles de presse, communiqués de presse, correspondance].			
10	29 février 1976 - 11 juin 1978	2039		
11	15 juin 1978 - 14 mai 1979	2040		
12	1 ^{er} août 1978 - 12 décembre 1990 [bulletins de la section jusqu'en 1992 insérés]	2051		
13-20	ASSEMBLEES GENERALES, REUNIONS DE SECTION, DE BUREAU ET PERMANENCES DE 1987 A 2000	1987-2000		
	Cahiers, notes manuscrites, correspondance, articles de presse, communiqués de presse, documentation [pièces jointes insérées ou collées].			
13	Permanences du 8 février 1987 au 4 décembre 1991.	2052		
14-20	Assemblées générales, réunions de section, de bureau, permanences (1992-2000).			
14	8 janvier 1992 - 18 février 1993	2054		
15	3 mars 1993 - 5 décembre 1996 [et réunions sans date]	2057		
16	19 décembre 1996 - 4 mai 1998	2059		
17	19 mai 1998 - 7 novembre 1998	2059		
18	12 novembre 1998 - 8 avril 1999	2060		
19	14 octobre 1999 - 3 février 2000	2061		
20	10 février 2000 - 9 novembre 2000	2061		

Cote	Description	Dates extrêmes Communicabilité
	Réunions : dossiers	
21	ASSEMBLEES GENERALES Convocations, listes de présence, listes des membres du bureau, feuilles d'émargement, notes manuscrites, rapport financier, rapports d'activité, bilans financiers, autres rapports présentés en séances, comptes rendus, communiqués de presse, articles de presse, correspondance. - 1962. - 1963. - 1967. - 1975. - 1976. - 1977. - 1978. - 1979. - 1983. - 1984. - 1986. - 1987. - 1988. - 1989. - 1990. - 1991. - 1992. - 1993. - 1994. - 1995. - 1996. - 1997. - 1998. - 1999.	1962-1999 2060
22	REUNIONS DE SECTION Convocations, invitations, listes de présence, ordres du jour, procès-verbaux, comptes rendus, rapports d'activités, autres rapports présentés en séance, communiqués, correspondance. - 1979. - 1980. - 1981. - 1982. - 1983. - 1984. - 1985. - 1986. - 1987. - 1994. - 1995. - 1996. - 1997. - 1999. - 2001.	1979-2001 2062
	Permanence et secrétariat 23 Permanence. - Notes manuscrites, pièces justificatives [copies], 2 photographies [impressions A4 couleur]. 24 Fonctionnement. - Cahier journal des permanences, notes manuscrites, correspondance. 25 Agenda de la section septembre 1999 - décembre 2000.	1994-2000 2061 1998-2001 2062 1999-2000 immédiate
	Relations avec les instances nationales Congrès 26-29 Réunions. - Organisation matérielle, élection du comité central, déroulement des travaux, débats et prises de position : fiches d'inscription, correspondance, ordres du jour, bulletins de vote de la section [copies], biographies des candidats, bordereaux d'envoi, listes d'élus, règlements intérieurs, rapports, résolutions, vœux, motions, prises de notes, pétitions, communiqués, plaquettes, comptes rendus, publications de la Ligue, bulletins de sections, articles de presse, documentation. [dossiers très fragmentaires jusqu'en 1977 et en 1984-1985]	

Cote	Description	Dates extrêmes Communicabilité
26	<ul style="list-style-type: none"> - Saint-Nazaire, 1955 [seulement une photographie noir et blanc]. - 53^e congrès, 1967. - Congrès de 1969. - 56^e Congrès, Paris, 1972. - 58^e Congrès, 1976. - 59^e Congrès, 1977. - 60^e Congrès, Paris, 1979. 	1955-1979 2040
27	<ul style="list-style-type: none"> - 61^e Congrès, Paris, 1980. - 62^e Congrès, Lille, 1982. - 63^e Congrès, Paris, 1983. - 64^e Congrès, Marseille, 1984. - 65^e Congrès, Paris, 1985. 	1980-1985 2046
28	<ul style="list-style-type: none"> - 66^e Congrès, La Rochelle, 1986. - 67^e Congrès, Epinay-sur-Seine, 1987. - 68^e Congrès, Dijon, 1988. - 69^e Congrès, Paris, 1989. - 70^e Congrès, Arras, 1990. 	1986-1990 2051
29	<ul style="list-style-type: none"> - 71^e Congrès, La Villette, 1991. - 72^e Congrès, Strasbourg, 1992. - 73^e Congrès, Aubervilliers, 1993. - 74^e Congrès, Chambéry, 1994. - 75^e Congrès, Crêteil, 1995. - 76^e Congrès, Saint-Nazaire, 1996. - 77^e Congrès, Clermont-Ferrand, 1997. - 78^e Congrès, célébration du centenaire de la Ligue des droits de l'homme, Paris, 1998 [voir aussi cote 30]. - 79^e Congrès, 1999. 	1991-1999 <i>immédiate</i>
30	<p>Promotion. - 78^e Congrès, célébration du centenaire de la Ligue : sacoche promotionnelle [voir aussi cote 29].</p>	1998 <i>immédiate</i>
31-33	<p>Comité central</p> <p>Réunions : comptes rendus de séances et annexes [publiés en fascicules à partir de 1985 : on trouve ici les n°2-17, 19, 21-38, 43-44, 46, 50, 54, 64-72], résolutions, correspondance, publications, bulletin de vote de la section, biographie des candidats.</p>	
31	<ul style="list-style-type: none"> - 1971. - 1973. - 1976. - 1977. - 1978. - 1979. - 1980. 	1971-1980 <i>immédiate</i>
32	<ul style="list-style-type: none"> - 1981. - 1982. - 1983. 	1981-1983 <i>immédiate</i>
33	<ul style="list-style-type: none"> - 1984. - 1985. - 1986. - 1987. - 1988. - 1989. - 1990. - 1991. - 1993. 	1984-1993 <i>immédiate</i>
34	<p>Bureau national</p> <p>Fonctionnement : correspondance, prise de notes, questionnaire d'enquête auprès des sections, comptes rendus, rapports (1957, 1985-1988, 1992, 1994-1995, 1997, 1999-2000).</p>	1957-2000 2061

Cote	Description	Dates extrêmes Communicabilité
	<u>Fédération de Loire-Atlantique</u>	
35	Projets de fédération, fonctionnement, prises de positions, manifestations, relations entre les sections de Loire-Atlantique (1996) : correspondance, projet de statuts, règlement intérieur, articles de presse, bulletin de participation, communiqué de presse, comptes rendus (1964, 1972, 1974, 1977-1978, 1980-1985, 1987-1988, 1990, 1994, 1996-1998, 2001).	1964-2001 2062
	<u>Relations avec des sections locales et des ligues étrangères</u>	
36	Relations internationales et Nouvelle-Calédonie	
36	<p>Correspondance, documentation, rapports, communiqué et articles de presse, charte de parrainage.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Section de Nouvelle-Calédonie, situation politique du territoire (1988). - Ligue camerounaise des droits de l'homme (1990-1993). - Ligue togolaise des droits de l'homme (1994). - Stage d'études à Rome sur les droits de l'homme, parrainage par la section d'une stagiaire (1999). 	1988-1999 2060
37	Relations avec d'autres sections de France métropolitaine	1977-2000 2061
37	Relations avec des sections françaises : convocations, correspondance, liste de contacts, procès-verbal, comptes rendus.	
	<u>Autres relations externes</u>	
38	<p>Relations avec les mouvements et partis politiques locaux, et les collectivités locales.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Elections 1986, questionnaire sur les droits de l'homme adressé aux partis politiques : listes de candidats, correspondance (1986). - Fête du parti socialiste (1987) : 6 photographies [couleur] [sur ces clichés pris sous chapiteaux on reconnaîtra les personnalités politiques Laurent Fabius, Jacques Auxiette, Jean-Claude Valomet, ainsi que les ligueurs Lucien Niccoli et Jacques Lepage]. - Autres : correspondance, bulletins d'information, articles et communiqués de presse, listes de candidats, compte rendu, programme, cartons d'invitation, cartes de vœux, tracts, discours (1979, 1981-1987, 1991, 1994-1999, s.d.). 	1979-1999 immédiate 1986-1999 immédiate
39	Sollicitations sans suite ou ponctuelles : brochure, correspondance.	
	<u>Administration de la section</u>	
	Relations avec les adhérents	
40	Adhésions, démissions, demandes de renseignements : correspondance, questionnaire, formulaires d'inscription (1974, 1977-1981, 1984-1989, 1991-2000, s.d.).	1974-2000 2061

Cote	Description	Dates extrêmes Communicabilité
41	Vœux, vacances, vie familiale. - Correspondance : cartes (1986-1997, s.d.).	1986-1997 2058
	Personnel	
42	<p>Gestion.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Candidatures et réponses de la section : correspondance, diplôme [copie], curriculum vitae (1984-1985, 1990-2001). - Objecteurs de conscience, organisation administrative du recrutement, demande de subvention, gestion individuelle : correspondance, projet de contrat, contrats de mission, fiche de poste, pièces administratives, candidature, curriculum vitae (1989-1990, 1995-1998). 	1984-2001 2062
	Finances	
43	<p>Gestion.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Dépenses et recettes de la section : livre journal (1989-1997). - Gestion des adhésions : états, note interne, correspondance (1980, 1986, 1990-1991, 1993, 1995-1999). 	1980-1998 2059
44	<p>Subventions, demandes au Conseil général de Loire-Atlantique et aux municipalités de l'agglomération nantaise : dossiers de subvention, correspondance.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Budget 1981. - 1982. - 1986 (1985-1986). - 1987. - 1988 (1987-1988). - 1989. - 1992. - 1993. - 1995 (1994-1995). - 1996. - 1997 (1996-1997). - 1998 (1997-1998). - 1999. [dossiers fragmentaires] 	1981-1999 immédiate
	Locaux de la permanence et emplacements temporaires, équipement et matériel	
45	<p>Permanence.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Locaux du 7, rue de Gigant et de la Maison des associations à la Manufacture des Tabacs, mise à disposition et relations avec la mairie de Nantes, fonctionnement [dont menace d'expulsion des associations et mobilisation (1985)] : convention, règlement, questionnaire, projet de convention, communiqué et articles de presse, discours, correspondance (1979-1980, 1984-1986, 1990, 1992, 1997-1999, s.d.). - Sinistres. Incendie de la boîte aux lettres (1990), cambriolage à la Maison des associations (1995), effraction du local (1997) : correspondance, déclaration de sinistre aux assurances, récépissé de dépôt de plainte (1990, 1995, 1997). - Locaux et emplacements temporaires. Foire aux associations place du Bouffay, Point info ville de Nantes à Beaulieu : correspondance (1985, 1992). - Equipement et matériel. Don et prêt, installation téléphonique, envois en masse par les services postaux : correspondance (1986, 1987, 1998). 	1979-1999 immédiate

Cote	Description	Dates extrêmes Communicabilité
	<u>Communication de la section et de la Ligue</u>	
	Actions de promotion et relations presse	
	DOCUMENTATION ET DOCUMENTS PROMOTIONNELS SUR LES DROITS DE L'HOMME	
46	<p>Collecte et diffusion.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Collecte : correspondance, bibliographie, notices bibliographiques, documentation (1985, 1988-1990). - Diffusion, campagnes [dont rappel sur l'obligation d'affichage de la déclaration universelle des droits de l'homme dans les écoles (1980) et publication du timbre Victor Basch (1986)] : correspondance, listings, documentation, notes de réflexion, notices bibliographiques, communiqué de presse, tracts (1980-1981, 1985-1986, 1988, 1997, 1999, s.d. [1950-1960]). 	Vers 1950-1999 2060
	MEDIAS	
47	<p>Relations presse écrite, audiovisuelle, multimédia.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Presse locale : correspondance, documentation, notes manuscrites, autocollant (1979-1980, 1987-1988, 1995, 1997, 1999-2000). - Projet de radio associative : article de presse, projet de statuts, statuts [copie], règlement intérieur, texte dactylographié, plaquette, questionnaire, communiqué, correspondance (1984-1987, s.d.). 	1979-2000 2061
	INTERVENTIONS EN MILIEU SCOLAIRE	
48	Correspondance, listings, projet d'établissement [extrait], programme de la session des droits de l'homme à l'Ecole normale sociale de l'ouest et dossier d'accompagnement, article de presse (1989, 1994-1995).	1989-1995 2056
	ORGANISATION DE MANIFESTATIONS	
	<u>Centenaire de la Ligue des droits de l'homme</u>	
49	<p>Organisation et communication.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Préparation sur le plan national, manifeste, concours de poèmes pour les scolaires : correspondance, magazine <i>LDH-Dossiers et documents</i> n°31 de septembre 1996 (1996-1998). - Organisation matérielle, demandes de subventions, contribution de la section de Couëron : bilan, planning de travail, programme provisoire, budget prévisionnel, facture, projet de bilan, rapport financier, cahier de comptes manuscrit, correspondance, brouillons (1997-1999). - Communication : affiche de Cofi [noir et blanc 35X50 cm], communiqués de presse, brouillon dactylographié, plaquettes, listes, bulletin de réservation vierge, maquettes, correspondance (1998-1999). 	1996-1999 2060

Cote	Description	Dates extrêmes Communicabilité
50	<p>Exposition, préparation, réalisation de panneaux.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Iconographie : photocopies, impressions couleurs [essais], article de presse, textes dactylographiés [vers 1998]. - Histoire de la section, recherches ; panneaux thématiques, projet de plaquette, rédaction des textes : brouillons, maquettes, textes dactylographiés [vers 1998]. - Vernissage, organisation matérielle : fil conducteur d'un discours, notes manuscrites, schéma, correspondance, bon de sortie de matériel, brouillon (1998). 	1998, vers 1998 <i>immédiate</i>
51	<p>Concert de Philippe Val du 19 novembre 1998, organisation matérielle, location de salle, prestation de Philippe Val et déclaration SACEM, communication : contrats, fiches techniques, dossier de presse, photo [noir et blanc 14X10 cm], affiches, prospectus, billet d'entrée, correspondance (1998).</p>	1998 <i>immédiate</i>
52	<p><u>Autres manifestations</u></p> <p>Organisation ou participation : tracts, correspondance, questionnaire (1984, 1988, 1994, 1996-1997, 1999).</p>	1984-1999 <i>immédiate</i>
	DEMANDES INDIVIDUELLES DE RENSEIGNEMENT ET DE DOCUMENTATION	
53	<p>Correspondance (1979-1980, 1983-1985, 1987-1991, 1993-1999).</p>	1979-1999 2060
	Publications de la Ligue des droits de l'homme	
54-56	<p>FEDERATION INTERNATIONALE DES LIGUES DES DROITS DE L'HOMME (FIDH)</p>	
	Exemplaires.	
54	<p><i>La lettre</i>, revue bimensuelle de la FIDH, 19 numéros. - N°11, 24, 28, 34, 36, 37-40, 43, 45, 48-53, 55-56.</p>	1999-2002 <i>immédiate</i>
55	<p><i>La Lettre</i>, rapports et numéros spéciaux, 8 numéros. - Rapports janvier-novembre 1998, juin 1999, juillet 1999 (n°280 et n° 282), juin 2000, octobre 2000, juillet 2001 (n°310), catalogue des publications de janvier 1994 à avril 2002 (avril 2002).</p>	1998-2002 <i>immédiate</i>
56	<p>Brochures. - « Journée d'études internationale sur les droits de l'homme en Europe, 21 avril 1979 » ; « 1998-2000 : Quelles priorités pour la FIDH ? » (1998) ; « La FIDH » (s.d.).</p>	1979-1998 <i>immédiate</i>
57-61	LIGUE NATIONALE	
	Exemplaires.	
57	<p><i>Bulletin national de la Ligue des droits de l'homme</i>, 4 numéros. - N°19, 23, 30-31 (1965-1966, 1968).</p>	1965-1968 <i>immédiate</i>
58	<p><i>Hommes et libertés</i>, 37 numéros. - N°hors série, n°26, 32-33, 39-44, 47-51, 58, 60, 64, 66, 71-75, 78-83, 86-88, 91-94, 96, 99-100 (1983-1988, 1990-1998).</p>	1983-1998 <i>immédiate</i>

Cote	Description	Dates extrêmes Communicabilité
59	<i>LDH info</i> , 29 numéros. - N°0, 1, 62-66, 68, 73-75, suppléments pour le 79 ^e congrès, 76-77, hors série, 79-80, 84, suppléments pour le 80 ^e congrès, 93, 98, suppléments pour le 81 ^e congrès, 99-101, 105 (1991, 1997-2001).	1991-2001 <i>immédiate</i>
60	<i>Dossiers et documents</i> , 9 numéros.- N°3, 13, 22, 25, 29, 35, 38, 40, 41 (1993, 1995-1996, 1998-1999, s.d.).	1993-1999 <i>immédiate</i>
61	<p>Autres publications.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Documents de promotion : « Qu'est-ce que la LDH ? », bulletin d'adhésion (s.d.). - Guides : <i>Conseils aux responsables APR Section</i> (1976), <i>Guide du militant</i> (1984), <i>Le citoyen face à l'armée</i> (1985), <i>Guide du trésorier</i> (1986), <i>Guide sur les médias</i> (s.d.). - <i>Hommes et migrations</i> n°1198-1199 (1996). - <i>Après-demain</i> n°403-404 (1998). 	1976-1998 <i>immédiate</i>
	AUTRES SECTIONS	
62	<p>Exemplaires.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Section du Maine-et-Loire : <i>Savoir communiquer</i> (1998). <i>Infos-LDH</i> 49, bulletin de la section, 7 numéros (1996-1997). <i>LDH-infos Maine-et-Loire</i>, bulletin de la section, 4 numéros (2000-2002). - Fédération du Pas-de-Calais : <i>Hommes et libertés Pas-de-Calais</i>, bulletin de la section, 6 numéros, n°30, 32-34, 36, 38 (1999 -2001). - Autres sections : <i>La Ligue, c'est quoi ?</i> Fédération de Vendée, brochure (s.d.). <i>La ligue des droits de l'homme infos, région Bretagne</i>, bulletin (s.d.). <i>La ligue des droits de l'homme. Dissidences. Sections.</i> Brochures des sections de Boulogne Billancourt et Neuilly-sur-Seine (vers 1979). <i>Journal de la ligue des droits de l'homme</i>, section de Saint-Nazaire, n°1 (1999). <i>La lettre de la LDH</i>, fédération mosellane, n°13 (2000). <i>Le Ligueur</i>, bulletin de la fédération de Gironde n°8 (2001). <i>Poèmes et lettres pour la fraternité 2001-2002</i> (2002). 	Vers 1979-2002 <i>immédiate</i>
	BULLETINS DE LA SECTION	
63	<i>Hommes et libertés</i> 44 : un exemplaire (janvier 1992), maquettes (avril 1992, juin 1992).	1992 <i>immédiate</i>
64	<p><i>Bulletin de liaison.</i> Exemplaires.</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1993, 8 numéros : janvier, février, avril, mai, juillet, septembre, novembre, décembre. - 1994, 3 numéros : février, mai, octobre. - 1995, 2 numéros : juin, novembre. - 1996, 4 numéros : mai, juin, octobre, décembre. 	1993-1996 <i>immédiate</i>

Cote	Description	Dates extrêmes Communicabilité
65	<p><i>Le Journal de la Ligue des droits de l'homme – section de Nantes.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - N°2, automne 1997, préparation. Iconographie : documentation Miroir – Dessinateurs pour l'abolition du chômage, « AC ! », Sylepse 1994, affiche de Charlie Hebdo, articles de presse, cartes postales, tract de la Ligue. Articles : textes dactylographiés. Correspondance. Un exemplaire. - N°3, hiver 1998 : un exemplaire. - N°4, printemps 1998 : un exemplaire, textes originaux manuscrits, brouillons. - N°5, été 1998 : maquette. - N°6, automne 1998 : un exemplaire, brouillons, textes originaux manuscrits, articles de presse. - N°7, hiver 1999 : un exemplaire. - N°8, printemps 1999 : maquette. - N°12, automne 2000 : maquette. 	1997-2000 2061
66	<p>CAMPAGNES ET PRISES DE POSITIONS</p> <p><u>Droits de l'homme et du citoyen</u></p> <p>Affaires internationales</p> <p>POLITIQUE, ECONOMIE, QUESTIONS SOCIALES ET HUMANITAIRES, GENERALITES</p> <p>Manifestations et campagnes organisées par la section, par des mouvements ou collectifs locaux, nationaux ou internationaux [dont création de la Maison des citoyens du monde en 1996] : statuts, comptes rendus, planning, notes manuscrites, carte de membre, correspondance, fiche d'évaluation, carton d'invitation, bulletins internes, articles de presse, tracts, communiqué, programmes, fiches d'inscription, publications, documentation, pétition vierge (1968, 1984-1987, 1989-1991, 1993-2001, s.d.).</p> <p>AFFAIRES INTERNATIONALES PAR PAYS OU POPULATION SPECIFIQUE</p> <p>Activités culturelles, humanitaires, politiques : comptes rendus, correspondance, notes manuscrites, programmes, bon de commande, articles et dossiers de presse, communiqués, bulletin d'adhésion, statuts, pétitions [originale ou copies], tracts, carton d'invitation, plaquettes, brochures, bulletins associatifs, documentation.</p>	1968-2001 immédiate

Cote	Description	Dates extrêmes Communicabilité
67	<p>Afrique.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Généralités (1996, 1999, s.d.). - Afrique du sud et Namibie (1967, 1983-1987, 1989, 1996-1997, s.d.). - Algérie (1982, 1988, 1994-1999, 2001, s.d.). - <i>Burkina Faso</i> : voir <i>Haute-Volta</i>. - Congo Brazzaville (1997). - Côte d'Ivoire (1994, 1998). - Ethiopie (1985). - Haute-Volta (1981). - Madagascar (1992, 1999). - Maroc (1980-1984, 1986, 1995, s.d.). - Niger (1990). - Nigeria (1997-1998). - Rwanda (1993, 1998-1999, s.d.). - Sénégal (1986). 	1967-2001 2062
68	<p>Amériques sauf DOM-TOM.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Amérique du sud, généralités (1984, 1990). - Indiens d'Amériques (1984, s.d.). - Argentine (s.d.). - Bolivie (1967, 1995). - Brésil (1984). - Chili (1985, 1987). - Cuba, festival culturel nantais « L'étincelle des allumés de la Havane », organisation, annulation (1995-1996). - Etats-Unis sauf Indiens d'Amérique (1963, 1987, 1995, 2000-2002, s.d.). - Nicaragua (1979, 1984, 1986, s.d.). - Pérou (1976, 1984-1986, 1988-1989, s.d.). - Salvador (s.d.). - Venezuela (1992). 	1963-2002 2063
69	<p>Asie.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Afghanistan (1980, 1996, s.d.). - Bangladesh (1987). - Chine (1989, s.d.). - Inde (1999). - Irak (1988, 1990-1991, s.d.). - Iran (1986-1988, 1997, 1999, s.d.). - Israël et Palestine (1977, 1982-1985, 1987, 1989-1991, 1993-1994, 1996, 1998-2000). - Liban (1977, s.d.). - Syrie (1992). - Tibet (1995, 1998). - Turquie (1991-1992, 1994, 1996, 1998-2000). - Viêt-Nam (1985, 1997). 	1977-2000 2061

Cote	Description	Dates extrêmes Communicabilité
70	<p>Europe.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Allemagne (1978, 1994). - Communauté économique européenne, voir <i>Union européenne</i>. - Irlande (1981, 1985-1986). - Pologne (1981-1984, s.d.). - Royaume Uni et Irlande du nord (1980-1982, 1984, s.d.). - Russie, Fédération de : Tchétchénie et peuples baltes (1991, 1994-1995, 1999, 2001, s.d.), voir aussi <i>URSS</i>. - République fédérale d'Allemagne : voir <i>Allemagne</i>. - Tchécoslovaquie (1972, 1979, s.d.). - Union européenne, Communauté économique européenne (1977, 1990, 1996, 1999). - URSS (1987), voir aussi <i>Russie, Fédération de</i>. - Yougoslavie, ex- (1992-1994, 1996-1999). 	1972-2001 2062
71	<p>Départements et territoires d'outre-mer français (1968, 1984, 1987-1988, 1993, 1997, 1999, s.d.).</p>	1968-1999 2060
Mouvements indépendantistes ou régionalistes		
72	<p>Mouvements culturels et politiques, information, répression : correspondance, brouillons, rapport, bulletin associatif, cartons d'invitation, tracts, formulaire de pétition vierge, communiqué, articles et dossier de presse, affiches.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Basques (1976-1977, 1984, 1988-1990, 1992, 1995-1996, s.d.). - Bretons (1984, 1987, 1991, 1995-1998, 2001, s.d.). - Corses (1980, 1990-1991, 1997). 	1976-2001 2062
Extrême droite et racisme		
DOCUMENTATION SUR LE FONCTIONNEMENT DES PARTIS POLITIQUES D'EXTREME DROITE		
73	<p>Publications émises par les partis d'extrême droite : lettre ouverte, discours, bulletins, tracts, brochure, article de presse, brochures « Le Front national à Nantes », cassette audio « Dialogue avec les nantais » et « Un député pour vos idées » par Samuel Maréchal.</p>	1996-2002, s.d. immédiate
74	<p>Dossier de presse.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Campagnes, programmes et militants du Front national (1990, 1996-1998, s.d.). - Le Front national et la justice (1996-1999). - Crise du Front national, émergence du Mouvement national de Bruno Mégrét (1997-1999). - Sympathisants du Front national, extrême droite à l'étranger (1996-1998, 2000, s.d.). - Développement des idées d'extrême droite dans la société (1996-1999). 	1990-2000 immédiate
75	<p>Le Front national dans le jeu politique français ; élections municipales, législatives, régionales et cantonales : articles de presse (1995-1999).</p>	1995-1999 immédiate

Cote	Description	Dates extrêmes Communicabilité
	ACTIONS D'INFORMATION ET DE LUTTE CONTRE LE RACISME ET L'EXTREME DROITE	
76	Publications. - Articles de presse et brochures : « Connaître l'extrême droite pour mieux la combattre, manuel à l'usage des militants », <i>LDH-Dossiers et documents</i> , lexiques et dictionnaire de décryptage du discours de l'extrême droite, « 31 écrivains face à la haine », supplément <i>Le Monde</i> (1990, 1996-1999).	1990-1999 <i>immédiate</i>
77	Documents de travail relatifs à des actions et campagnes d'information. - Mouvements associatifs et syndicaux, hommes et partis politiques, intellectuels, mesures gouvernementales : articles de presse, documentation, rapports, bulletins et journaux d'associations, discours (1986-1987, 1989-1990, 1993, 1996-1999, s.d.).	1986-1999 <i>immédiate</i>
78	Actions de la section et des associations locales : comptes rendus, correspondance, documentation, statuts [copie], pièces judiciaires [copies], articles de presse, tracts, notes manuscrites (1978, 1982, 1984-1988, 1990-2000, s.d.).	1978-2000 2101
79	« Affaire Faurisson - Chotard », réactions à l'exclusion du Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP) de Maître Chotard, avocat du révisionniste Robert Faurisson : comptes rendus, communiqué, brouillon, pièces judiciaires [copies], articles de presse, correspondance, documentation (1981, 1983, s.d.).	1981-1983 2084
	ACTES RACISTES	
80	Faits divers : pièce judiciaire [copie], articles de presse, correspondance, communiqués, brouillon, bons de souscription, discours, tract. - Discriminations raciales (1988-1989, 1994, 1996-1998). - Violences racistes (1977, 1983-1984, 1990-1991, 1995-1996, 1998).	1977-1998 2099
	Politique et mémoire	
	400 ^È ANNIVERSAIRE DE L'EDIT DE NANTES	
81	Comité de coordination des cérémonies, mise en place, sélection de projets culturels et pédagogiques : correspondance, photographie des membres du comité [couleur 21X14 cm], dossiers de présentation des projets.	1996-1998 2059

Cote	Description	Dates extrêmes Communicabilité
82	<p>ESCLAVAGE ET ABOLITION</p> <p>Commémoration.</p> <ul style="list-style-type: none"> - 150^e anniversaire de l'abolition de l'esclavage (1998), constitution du Collectif du 150^e anniversaire de l'abolition de l'esclavage, organisation de manifestations, demande d'élévation d'un monument municipal : correspondance, projet de statuts, pré programme, budgets, dépliants, comptes rendus, communiqué et articles de presse (1994, 1996-1999). - Autres actions : tracts, compte rendu, communiqué, correspondance, discours, bulletins d'information, dépliants, tracts (1985-1986, 1988, 1993, 1995, 1999, s.d.). <p>BICENTENAIRE DE LA REVOLUTION FRANÇAISE</p>	1985-1999 <i>immédiate</i>
83	<p>Comité Liberté Egalité Fraternité 89 (CLEF 89).</p> <ul style="list-style-type: none"> - Fonctionnement du comité national : dossier de presse, bulletin d'information (1987-1989). - Création d'un comité en Loire-Atlantique et fonctionnement : correspondance, articles de presse, bulletins d'information, comptes rendus, affiche [A2 monochrome], schéma, notes manuscrites (1987-1989). 	1987-1989 <i>immédiate</i>
84	<p>Organisation de manifestations.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Cahier de doléances des écoles et des associations : cahiers de doléances (questionnaires), dossier de presse, bulletins d'information, correspondance (1989). - Concours « Les jeunes et les droits de l'homme », rédaction de courriers aux chefs d'Etat : dossier pédagogique, correspondance, règlement, tract (1989). - Fête de la citoyenneté à Nantes, 17 juin 1989 : articles de presse, cartes postales, bulletins d'information, tract, programme (1989). - Inauguration de la place de la Déclaration des droits de l'homme à Couëron : discours, programme, plan, brochure, correspondance (1989). - Autres : programme, bon de commande, correspondance (1987-1989). 	1987-1989 <i>immédiate</i>
85	<p>SECONDE GUERRE MONDIALE</p> <p>Actions et documentation.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Affaire Maurice Papon [procès à Bordeaux sur son rôle dans la déportation de Juifs de 1942 à 1944] : articles de presse (1994, 1997-1998). - Affaire Paul Touvier [protestation des associations lors de la grâce accordée par le président de la République à cet ex-milicien] : correspondance (1972). - Requête pour la mémoire des Résistants à l'origine de l'attentat du 20 octobre 1941 [qui a entraîné l'exécution des « 50 Otages » de la région nantaise] : correspondance, tracts (1997-1998). - Conférence sur le nazisme, dénomination de la place Victor Basch (Nantes) : correspondance (1992, 1997). 	1972-1998 2059

Cote	Description	Dates extrêmes Communicabilité
	CELEBRATIONS DE LA DECLARATION UNIVERSELLE DES DROITS DE L'HOMME	
86	40 ^e anniversaire : correspondance, comptes rendus de réunions, articles de presse, notes manuscrites, tract, drapeau français [dédiacé par Jacques Floc'h, député-maire de Rezé], listing, plan de Nantes (1988, 1989).	1988-1989 <i>immédiate</i>
87	<p>50^e anniversaire.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Organisation du concours national « Poèmes pour la fraternité » : correspondance, fiche de participation. - Organisation du « Cross de toutes les couleurs » : correspondance, affiche, fiche de participation. - Parrainage des défenseurs des droits de l'homme du monde entier : correspondance. 	1998, s.d. <i>immédiate</i>
	AUTRES	
88	<p>Actions.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Place Gabriel Trarieux (Nantes), demande de changement de nom : projet de courrier (s.d.). - Affaire Dreyfus, Jean Jaurès, Front populaire, Octobre 1961 [répression des manifestations d'Algériens à Paris], conférence, exposition, spectacles, projection de film : correspondance, notes manuscrites, tracts, invitation (1986, 1995, 1997, 1998). 	1986-1998 <i>immédiate</i>
	Droits du citoyen	
	LIBERTES PUBLIQUES	
	<p><u>Citoyenneté</u></p>	
89	<p>Réflexions et actions.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Campagnes d'information, colloque : brochure, communiqué et articles de presse, correspondance, documentation, tract, invitation, programme, listing, ordre du jour (1985-1987, 1989, 1992, 1995, 1998-1999, s.d.). - Délinquance et violences urbaines : articles et revue de presse, compte rendu (1993, 1996-1999). 	1985-1999 <i>immédiate</i>
	<p><u>Réglementation et restriction des libertés</u></p>	
90	<p>Réflexions et actions.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Informatique et libertés : article de presse, correspondance, questionnaire, pétition, documentation, rapport (1978, 1984-1985, 1987, 1998-1999, s.d.). - Liberté d'expression : correspondance, documentation, communiqué, tract, articles de presse (1976, 1979, 1983, 1985, 1987, 1994-1995, 1997-1999, 2001, s.d.). - Réglementation sur la sécurité, vidéosurveillance : documentation, correspondance, tracts, communiqués, articles de presse (1986, 1994-1996, 1999-2001). 	1976-2001 <i>immédiate</i>

Cote	Description	Dates extrêmes Communicabilité
	<u>Violences policières et d'autres autorités</u>	
91	<p>Dossier général.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Procédures de contrôle dans les transports publics : correspondance (1997-1998). - Violences policières, sur des manifestants ou au cours d'arrestations, absence de sanction des policiers : communiqués, tracts, pétition, correspondance, certificat médical, dossier et articles de presse (1978, 1986-1987, 1990, 1994, 1997, 1999, 2001, s.d.). 	1978-2001 2102
92-97	Mobilisation contre le Contrat d'insertion professionnelle (CIP) et répression des manifestations.	1993-1995 immédiate
92	Dossier de presse (novembre 1993-juin 1995).	
93	Souscription pour les manifestants victimes de violences : listings, notes manuscrites, articles de presse, communiqué, correspondance, pétition, chèques [copies].	1994 2055 1994
94	Prises de position de la municipalité, des syndicats, associations et universités : tracts, communiqués.	immédiate
95	Commission d'enquête : correspondance, documentation, rapport, notes manuscrites, plannings, photographie [couleur 13X9 cm].	1993-1994, s.d. 2055
96	Violences policières pendant les manifestations, recueil de témoignages et actions en justice : correspondance, 4 photographies [couleur 13X9 cm], cahiers de prises de notes, brouillons, pièces administratives [copies], communiqué, compte rendu d'audience, articles et communiqués de presse.	1994-1996, s.d. 2097
97	<p>Observatoire nantais des libertés (ONL) [créé à la suite de ces événements par un collectif d'associations], création et actions.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Comptabilité : bilans, notes manuscrites, carnet de reçus, fiches de frais (1995-1999). - Adhésions : bulletin d'adhésion, liste, correspondance (1997-1999, s.d.). - Réunions, projet de charte entre les associations membres : comptes rendus, listes de présence, cahier de prises de notes (1995-1999, s.d.). - Campagne d'information sur les violences policières et sur la création de l'Observatoire, publication du <i>Rapport 1997-1998 sur les atteintes aux libertés en Loire-Atlantique</i> : notes manuscrites, tract, questionnaire, publications, article et communiqué de presse, correspondance, brouillons, documentation (1995-1997). 	1995-1999 2060
	<u>Réforme de la sécurité sociale dite « Plan Juppé »</u>	
98	Manifestations : articles de presse, tracts, notes manuscrites, compte rendu de réunion, témoignages, correspondance.	1995 2056
	DROITS INDIVIDUELS	
99	Santé. - Psychiatrie et statut juridique du malade mental, affaire du sang contaminé, malades et handicapés, droit de mourir dans la dignité : communiqués, correspondance, brochures, notes manuscrites, affiche, compte rendu de réunion, documentation, article de presse, tracts (1982-1984, 1990-1991, 1995, 1997, 1999, s.d.).	1982-1999 immédiate

Cote	Description	Dates extrêmes Communicabilité
100	Drogues. Débats : documentation [dont publication de la Ligue], dossier de presse, compte rendu, correspondance, tract (1990, 1993, 1996-1997, 2000).	1990-2000 <i>immédiate</i>
101	Comité national contre le bizutage : correspondance, documentation, listing.	1998-1999 2060
102	Vie associative. - Rencontres, débats : documentation, correspondance, communiqué, statuts, bulletin de quartier, plaquette, articles de presse, listings, notes manuscrites, documentation (1980, 1985-1986, 1992, 1994-1995, 1998-1999, 2001).	1980-2001 2062
103	<p>Justice.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Prisons, création d'un correspondant représentant les prisonniers : correspondance, règlements intérieurs, documentation, textes dactylographiés, tract, articles de presse, listing (1970, 1980, 1982-1983, s.d.). - Justice et prisons, autres actions, relations avec des associations : cartes de membres, articles de presse, tracts, correspondance, bulletins du centre pénitentiaire de Nantes, compte rendu, documentation, lettre pétition, brochures, plaquette, carton d'invitation (1982-1984, 1986-1987, 1989, 1991-1992, 1997, 1999, 2001, s.d.). - Justice et prisons en France et à l'étranger, documentation : articles de presse, publications (1979, 1981, 1983-1984, 1987, 1995, s.d.). 	1970-2001 2062
104	<p>Armée, objection et insoumission.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Comité droits et libertés dans l'institution militaire (CDLIM) : correspondance, rapport d'activité, tracts, affiches, communiqués, documentation, publications [dont brochures du CDLIM], articles de presse, notes manuscrites (1976-1983, s.d.). - Objection de conscience : communiqué et articles de presse, correspondance (1983, 1988, 1997, s.d.). 	1976-1997 2058
Laïcité		
105	<p>Statut de l'enseignement privé.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Lois Savary : correspondance, communiqués, documentation, tracts, revue de presse (1983-1984). - Loi Falloux : correspondance, rapport <i>Bilan de santé des écoles publiques de Loire-Atlantique</i>, revue et communiqués de presse (1991-1994). 	1983-1994 2055
106	Visite du pape en France. - Campagne nationale et régionale de protestation, action juridique contre une subvention du Conseil régional des Pays de la Loire : correspondance, communiqués, pièces administratives et judiciaires [copies], tracts, revue de presse, documentation.	1995-1998 2099

Cote	Description	Dates extrêmes Communicabilité
107	<p>Sectes.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Lutte contre les sectes, relations avec l'Association de défense de la famille et de l'individu (ADFI) : correspondance, bulletins de l'ADFI [10 numéros], article de presse, affiche [A3 noir et blanc] (1988, 1990-1994, 1996, s.d.). - Activités des Témoins de Jéhovah, de l'Eglise de scientologie, d'autres sectes : plaquette, correspondance, documentation, tracts (1994-1995, 1997, s.d.). 	1988-1997 <i>immédiate</i>
108	<p>Dossier général.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Autres actions : correspondance, articles et communiqués de presse, tracts, pièces judiciaires [copies], textes dactylographiés, pétition (1979, 1984, 1987-1988, 1993, 1996-1998, 1999, s.d.). - Relations avec des associations et des particuliers : correspondance, articles de presse, carton d'invitation, documentation, communiqués, bulletins, statuts (1967, 1978-1979, 1983-1986, 1988, 1990-1991, 1993-1998) 	1967-1999 2100
Droits économiques et sociaux		
	ECONOMIE	
109	<p>Actions et réseaux.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Privatisation de TF1 : communiqués, correspondance, tract (1986). - Mouvement pour la réforme fiscale : publication, étude, correspondance (1994-1995, 1999, s.d.). - Campagne « De l'Ethique sur l'étiquette » : brouillons, tract, compte rendu, bulletin, articles de presse, plaquettes, correspondance, notes manuscrites (1998, 2000). - Relations avec des associations : articles de presse, tract, correspondance (1998-2000, s.d.). 	1986-2000 <i>immédiate</i>
	DROITS DES TRAVAILLEURS	
110	Articles et dossier de presse, cartes de vœux, tracts, correspondance, rapport (1978-1980, 1984-1986, 1994-1995, 1998-1999, s.d.).	1978-1999 <i>immédiate</i>
	DROIT AU TRAVAIL	
111	Réflexion : articles de presse, rapport, documentation, notes manuscrites, correspondance (1976-1977, 1984-1986, 1990, s.d.).	1976-1990 <i>immédiate</i>
112	Chômage et précarité : articles de presse (1988-1989, 1994-1999).	1988-1999 <i>immédiate</i>
113	Association Agir ensemble contre le chômage « AC ! » et autres organisations, campagnes : communiqué de presse, tracts, comptes rendus, notes manuscrites, correspondance (1984, 1994-2001, s.d.).	1984-2001 2062

Cote	Description	Dates extrêmes Communicabilité
114	« AC ! », publications : bulletin interne (1994-2000 et s.d.), revue <i>La marche</i> , 5 numéros (mars à juin 1994).	1994-2000 <i>immédiate</i>
115	Lutte contre la pauvreté, relations avec associations et institutions : plaquette, correspondance (1993-2000).	1993-2000 <i>immédiate</i>
	AUTRES DROITS ECONOMIQUES ET SOCIAUX	
116	Protection sociale. - Association pour une retraite convenable, présentation et activités : correspondance, communiqué et articles de presse, statuts [copie], documentation, compte rendu (1979-1981, 1984-1989). - Autres : communiqué de presse, tracts, correspondance (1994-1995, s.d.).	1979-1995 2056
117	Droit au logement. - Campagne à Nantes : communiqués, brouillons, tracts, correspondance (1986, 1993-1994, 1996, 1999, s.d.). - Documents de travail : documentation [dont publications nationales et locales de la Ligue], rapport, articles de presse (1991-1994, s.d.).	1986-1999 2060
118	Autres questions sociales, prostitution, famille, santé, quartiers : articles de presse, tracts, plaquette, correspondance (1985, 1996-1997, 1999, s.d.).	1985-1999 2060
	Environnement	
119	Correspondance, brouillon, communiqués et articles de presse, dépliants, tracts, documentation, fiches pratiques. - Nucléaire, actions contre les projets de centrale du Pellerin et du Carnet (1965, 1977-1979, 1984, 1987, 1995-1997). - Chasse, actions locales et nationales (1990-1993). - Marées noires, Erika (1980, 1999-2001). - Association Ecologie - solidarités (1995).	1965-2001 2062
	<u>Thèmes spécifiques à des catégories de population</u> Droits des femmes MOUVEMENT FRANÇAIS POUR LE PLANNING FAMILIAL (MFPF) 120 Fonctionnement, actions et publications. - Actions et relations avec la section de la Ligue : tracts, plaquette, communiqués et articles de presse, documentation, comptes rendus de réunions, affiche [A3], bulletin d'adhésion, carton d'invitation, notes manuscrites, correspondance, statuts de la Coordination nationale des associations pour le droit à l'avortement et à la contraception (1987-1997, 1999-2000 et s.d.). - Publication <i>La p'tite dernière</i> , bulletin de la section de Nantes du MFPF, 6 numéros : exemplaires (février 1995-décembre 1996).	1987-2000 <i>immédiate</i>

Cote	Description	Dates extrêmes Communicabilité
	ESPACE SIMONE DE BEAUVOIR	
121	<p>Fonctionnement et communication.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Création : projets de statuts et statuts, comptes rendus d'assemblée générale constitutive et de réunions, note d'orientation, documentation, correspondance (1991). - Fonctionnement de l'association, de ses instances et du lieu : comptes rendus de réunions, comptes, bilan, cartes d'adhérent, reçu d'adhésion, questionnaire, correspondance, carte de vœux, règlement intérieur (1991-1999). - Publication <i>Lettre d'information</i>, un exemplaire sans numéro, n°6, 23, 27 : exemplaires (1996-1998). 	1991-1999 immédiate
122	<p>Actions. Organisations de manifestations, campagnes d'information, échanges entre associations : comptes rendus de réunion, correspondance, documentation, tracts, cartons d'invitations, plaquettes, communiqués, notes manuscrites, brouillons, articles de presse.</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1989. -1992. - 1993. - 1994. - 1995. - 1996. - 1997. - 1998. - 1999. 	1989-1999 immédiate
	AUTRES ACTIONS ET ECHANGES	
123	<p>Correspondance, communiqués, tracts, articles de presse, pétition, questionnaire, documentation, invitation.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Polygamie, conférence organisée par la commission « Femmes » de la section (1992-1994). - Interruption volontaire de grossesse (IVG) et contraception [dont projet de réexamen de la loi Veil] (1978-1979, 1987, 1994-1995, 2000). - Autres (1981, 1983-1985, 1991, 1994, 1997-1999). 	1978-2000 2061
	Droits des homosexuels	
124	<p>Associations de défense des homosexuels : déclarations, pétitions, correspondance, articles de presse, tracts, programme, supplément de la <i>Gazette des gays randonneurs nantais</i>.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Défense du contrat d'union civile et sociale (1996, s.d.). - Défense du pacte civil de solidarité (PACS) (1998-1999). - Lesbian and gay pride de Nantes (1995-1999). - Autres actions [dont reconnaissance de la déportation des homosexuels] (1980-1984, 1996-1999, 2001, s.d.). 	1980-2001 2062
	Droits des étrangers	
	INFORMATION ET DOCUMENTATION	
125	Formation des étrangers et des militants : correspondance, comptes rendus de réunions, programmes, bilans, bulletins d'inscription, documentation, plaquettes (1981, 1985-1986, 1993-1994, 1996-1999, s.d.).	1981-1999 immédiate

Cote	Description	Dates extrêmes Communicabilité
126	Textes officiels relatifs à l'intégration, la nationalité, l'immigration, la polygamie, l'asile, aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers et aux travailleurs immigrés : rapports, textes de lois (1979, 1981, 1986, 1990, 1997-1998).	1979-1998 <i>immédiate</i>
127	Droits des étrangers, sans papiers : revue de presse (1978-1981, 1984-1987, 1990, 1993-2000).	1978-2000 <i>immédiate</i>
INFORMATION ET MOBILISATION AUTOUR DE TEXTES DE LOIS		
<u>Lois Pasqua</u>		
128	Circulaire, communiqué de presse, tract (s.d., 1988-1989) ; texte, documentation [dont supplément au n°20 de <i>Plein droit</i> publié par le Groupe d'information et de soutien des travailleurs immigrés (GISTI)], notes manuscrites, communiqué et articles de presse, tracts, appel, pétition, correspondance (1993-1995). [voir aussi cote 133]	1988-1995 <i>immédiate</i>
<u>Loi Debré</u>		
129	Dossier d'information : documentation juridique, revue de presse.	1996-1997 <i>immédiate</i>
130	Campagne : correspondance, tracts, appel à souscription, comptes rendus de réunions, communiqués de presse, documentation, notes manuscrites, pétition « Leurs droits sont nos droits ». [voir aussi cote 133]	1996-1997 2058
<u>Circulaire du 24 juin 1997 dite « circulaire Chevènement »</u>		
131	Documentation juridique, communiqués de presse, comptes rendus, correspondance, notes manuscrites.	1997, s.d. <i>immédiate</i>
MOBILISATION		
132	Droit des étrangers et immigration, mobilisation et manifestations culturelles. - Réflexion et organisation : correspondance, appels à cotisation, comptes rendus de réunions, articles de presse, documentation, textes de projets, notes manuscrites, plaquette (1979-1986, 1990, 1992-1999, s.d.). - Communication : tracts, correspondance, notes manuscrites, communiqués de presse, pétition, appels à manifester, prises de position [dont déclarations au conseil municipal de Nantes] (1979-1980, 1983-1984, 1987, 1991, 1993-1994, 1996-2000, s.d.).	1979-2000 2061
133	Interpellation des élus et questions aux parlementaires : correspondance, articles de presse, documentation [dont tracts et bulletin des partis interrogés], communiqués, lettres ouvertes, questionnaires adressés aux candidats aux législatives de 1993 [droit d'asile] et mai 1997 [abrogation des lois Pasqua et Debré] et aux municipales de 1995, liste des candidats et des réponses (1979, 1986-1987, 1993, 1995-1997, 2000, s.d.).	1979-2000 <i>immédiate</i>

Cote	Description	Dates extrêmes Communicabilité
134	<p>Associations et collectifs, organisation, réflexion et mobilisation.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Collectif immigration : correspondance, comptes rendus de réunions, appel, documentation (1980-1983, 1985-1986, s.d.). - Collectif Solidarité Egalité Liberté : correspondance, comptes rendus de réunions et assemblées générales, communiqué, projet d'argumentaire pour une conférence de presse, documentation, tracts, pétition (1987-1989, 1997, s.d.). - Autres associations : correspondance, liste des membres d'un conseil d'administration, appel à cotisations, plaquette, bulletins, documentation, articles de presse (1974, 1985, 1990, 1994-1999, s.d.). 	1974-1999 2060
135	<p>Soutien aux sans papiers.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Collectif de soutien aux sans papiers, Coordination nationale des sans papiers et Collectif de surveillance des régularisations, fonctionnement et mobilisation : correspondance, enquête, relevé de décisions de la préfecture, comptes rendus, communiqués, dossier de presse, documentation, discours manuscrit, tracts, pétition, comptes financiers, bulletins <i>Le sans papiers libéré</i> n°1 à 4 (1982, 1995-2001, s.d.). - Militants poursuivis par la justice pour aide au séjour irrégulier, soutien à Monique et Hervé Richard et au Groupement accueil service et promotion des travailleurs immigrés (GASProm) : pièces judiciaires [copies], tracts, articles de presse, correspondance, pétition, communiqué, bulletin de souscription (1994-1997, s.d.). 	1982-2001 2102
136	<p>Coordination française et 44 pour le droit des étrangers à vivre en famille : correspondance, communiqués, tracts, liste de contacts presse et d'associations, comptes rendus de réunions et d'entretien, revue de presse, documentation, pièce administrative [copie].</p>	1995-1999 2060
137	<p>Droit d'asile : correspondance, articles de presse, comptes rendus de réunions, communiqués, documentation, tracts, pétition, listes de militants et d'associations (1985-1987, 1990-1992, 1995, 1999, 2001, s.d.).</p>	1985-2001 2062
138	<p>Accueil en France des demandeurs d'asile et exilés algériens : correspondance, comptes rendus de réunions, documentation, tracts, revue de presse, communiqués, pétition vierge (1995-1996, s.d.).</p>	1995-1996 immédiate
139	<p>Safari africain de Port-Saint-Père : correspondance, compte rendu de réunion, revue de presse, rapport d'expertise, documentation publicitaire, statuts, pièces judiciaires [copies] (1991, 1994-1995, 1997, 1999).</p>	1991-1999 2100

Cote	Description	Dates extrêmes Communicabilité
	AUTRES AFFAIRES	
140	<p>Actions de mobilisation.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Droit de vote et participation des étrangers à la vie publique au niveau local [dont campagne « J'y suis, j'y vote »] : résolution de la Ligue, communiqué et articles de presse, documentation, proposition de loi, bon de commande, pétition, tracts, programme (1980, 1985, 1989-1991, 1994, 1999-2000, s.d.). - Centres de rétention : correspondance [dont une lettre au Premier ministre], comptes rendus de réunions, tracts, appel, documentation, articles de presse (1985-1986, 1991, 1994, 1997, 1999, s.d.). - Colloque « Etrangers en prison » : listing, articles de presse, correspondance (1998). - Enfants cambodgiens scolarisés à l'école de Gétigné : correspondance (1979-1980). - Visas pour des élèves d'origine étrangère : courrier, circulaire (1990). - Soutien aux médecins à diplômes étrangers : correspondance, article de presse, texte, circulaire (1998). 	1979-2000 2061
	Droits des gens du voyage	
141	Défense des gens du voyage : correspondance, programme d'une journée débat, tract, articles de presse, documentation (1990, 1997-1999).	1990-1999 2060
	Droits des enfants	
142	Associations pour la protection de l'enfance, fonctionnement et organisation d'évènements : bulletin d'abonnement, invitations, comptes rendus de réunions, rapport d'activités, cartes de membre, correspondance, notes manuscrites, documentation, tracts, invitation (1978, 1984-1986, 1989, 1993, 1996-1997, 1999).	1978-1999 2060
	SOUTIEN A DES PERSONNES PHYSIQUES	
	<u>Etrangers en France</u>	
	Etrangers en situations irrégulières et demandeurs d'asile	
	<p>Dossiers individuels par pays. Aide à l'obtention de droit de séjour et/ou de la nationalité française : correspondance, pièces administratives et judiciaires [copies], curriculum vitae, certificats de travail, fiches de paie, certificats médicaux et ordonnances, notes manuscrites, articles de presse, fiches récapitulatives de dossiers, pétition vierge.</p>	
	AFRIQUE	
143	Algérie (1984, 1987, 1989-1999).	1984-1999 2060

Cote	Description	Dates extrêmes Communicabilité
144	<p>Angola à Gabon.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Angola (1988, 1993) ; - Cameroun (1984-1986, vers 1994, 1995, 1998-1999) ; - Centre Afrique (1988, 1993, 1995) ; - Congo (vers 1994, 1997-1998) ; - Côte d'Ivoire (1994, 1996) ; - Djibouti (1988-1991) ; - Egypte (1994) ; - Erythrée (1982-1986) ; - Ethiopie (1990, s.d.) ; - Gabon (1996) ; - Gambie (1990-1991). 	1982-1999 2099
145	Ghana (1983-1988, 1995).	1983-1995 2087
146	<p>Guinée à Mali :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Guinée (1986-1992, 1994-1999) ; - Guinée Bissau (1989, 1998) ; - Libéria (1996-1998) ; - Madagascar (1987) ; - Mali (1991). 	1986-1999 2097
147	Maroc (1977, 1984-1988, 1990-1997, 1999).	1977-1999 2097
148	<p>Mauritanie à Togo :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mauritanie (1993) ; - Nigeria (1984-1986, 1989-1990, 1998) ; - République démocratique du Congo (RDC) : voir Zaïre ; - Sénégal (1980, 1989-1995, 1997) ; - Tanzanie (1993) ; - Togo (1992). 	1980-1998 2090
149	<p>Tunisie à Zimbabwe :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Tunisie (1984-1997) ; - Zaïre (1988, 1990-1991, 1993, 1997) ; - Zimbabwe (1995). 	1984-1997 2097
	ASIE	
150	<p>Cambodge à Turquie :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Cambodge (1984) ; - Irak (1988-1996) ; - Iran (1987) ; - Palestine (s.d.) ; - Pakistan (1996) ; - Philippines (1995) ; - Syrie (1989-1991) ; - Turquie (1988, 1990, 1992-1993, 1995-1998). 	1984-1998 2097

Cote	Description	Dates extrêmes Communicabilité
	AMERIQUES	
151	<p>Haïti à Pérou :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Haïti (1987-1988, 1990-1991) ; - Pérou (1989-2000). 	1987-2000 2101
	EUROPE	
152	<p>Allemagne à Tchécoslovaquie :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Allemagne (1986) ; - Bulgarie (1990) ; - Croatie (1993) - Irlande (1986) ; - Portugal (1994-1997) ; - Roumanie (1991, 1994, 1996, 1999). 	1986-1999 2098
153	NATIONALITE INCONNUE ET DOSSIERS COLLECTIFS concernant plusieurs personnes de nationalité différente	1988-1999 2096
154	<p>Adoption d'enfants étrangers</p> <p>Affaire des enfants rwandais [mise en cause de l'adoption, par des familles françaises, d'enfants qui ne seraient pas des orphelins] : correspondance, notes manuscrites, articles de presse, documentation, communiqué, liste des enfants (1994, 1996-1999).</p>	1994-1999 2060
	<u>Justice, police et prisonniers</u>	
	Dossiers individuels, classement alphabétique : correspondance, pièces judiciaires et administratives [copies], articles de presse, notes manuscrites, mémoires, documentation, certificats médicaux, ordonnances.	
155	A à Cr (1982, 1987-1998).	1982-1998 2099
156	Cu (1980, 1987-1991, 1993-1995).	1980-1995 2096
157	D à Le B (1980, 1984, 1988, 1990-1997).	1980-1997 2098
158	<p>Lec</p> <p>[à noter : présence d'un pin's]</p>	1991-1993 2094
159	Leh à N (1972, 1980-1982, 1985-1986, 1990-1999). [à noter : présence d'une affiche A3 noir et blanc, une brochure, des tracts]	1972-1999 2100

Cote	Description	Dates extrêmes Communicabilité
160	O à Y.	1979-1999 100 ans
<u>Autres relations avec les administrations et organismes publics</u>		
161	<p>Armée, insoumis, objecteurs, déserteurs.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Actions de soutien concernant plusieurs individus, en lien avec le Comité pour les droits dans l'institution militaire : tracts, notes manuscrites, articles de presse, formulaires de pétitions vierges, communiqués, correspondance (1976-1981, 1984, 1987, s.d.). - M. Bréger, Jocelyn, appelé décédé lors d'un exercice physique effectué à cause d'une punition collective : communiqués, note de frais, pièces judiciaires [copies], dossier de presse, correspondance (1997-1999, s.d.). 	1976-1999 2100
162	Education nationale. - Enseignant, mis en cause au sujet de ses méthodes pédagogiques : notes manuscrites, articles de presse, livres scolaires et de cahiers de cours [copies], correspondance.	1996-1997 2058
163	<p>Contentieux avec des communes.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Conflit avec la ville de Châteaubriant au sujet de l'attribution de locaux professionnels : correspondance, pièce judiciaire [copie] (1981-1982, 1985, 1989-1990). - Conflit avec la ville de Nantes au sujet d'un problème d'hygiène dans une propriété privée : correspondance, pièces administratives et judiciaires [copies], articles de presse (1985, 1990). - Famille Schartier, Louis-Paul, gens du voyage en conflit avec la ville de Rezé au sujet de droits de propriété contestés par la ville : pièces administratives et judiciaires [copies], notes manuscrites, dossier de presse de l'association Sol et vie, plans, tract, correspondance (1970, 1975, 1978-1981, 1984, 1988-1989). 	1970-1990 2091
164	<p>Etat-civil ; placement en curatelle, tutelle, internement.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Reconnaissance d'un enfant, demande de modification d'un acte d'état-civil : extrait de naissance [copie], correspondance (1946, 1992-1993, 1997). - Placements : notes manuscrites, mémoire, correspondance, pièces judiciaires et médicales [copies], attestations sur l'honneur [copies] (1984-1986, 1988-1989, 1991, 1994). 	1946-1997 2092
165	Droits économiques et sociaux. - Contentieux avec des organismes et entreprises publics : articles et communiqué de presse, pièces administratives et judiciaires [copies], questionnaire [copie], correspondance, notes manuscrites, dossier de présentation d'un projet d'émission (1980-1989, 1992-1995, 1997-1999).	1980-1999 2096

Cote	Description	Dates extrêmes Communicabilité
	<u>Relations professionnelles</u>	
	Conflits entre employeurs et employés : correspondance, articles et communiqués de presse, communiqués, tracts, pétition, notes manuscrites, expertises et certificats médicaux, pièces administratives [copies] [dont pièces du dossier de personnel] et judiciaires, mémoires, comptes rendus de réunions, documentation, publications, bulletin d'adhésion à la Ligue, rapports.	
166	Employé du Centre communal d'action sociale de Nantes.	1979-1989 2090
167	Employé de l'hôpital - hospice d'Aunay-sur-Odon (1977-1978, 1980-1988).	1977-1988 2089
168	Employé de la mairie de Haute-Goulaine (1961, 1980-1986) [présence d'un chèque].	1961-1986 2087
169	Employé du Centre hospitalier universitaire de Nantes (1972, 1977-1994, 1996, s.d.).	1972-1996 2097
170	Employés de la Société nationale d'industrie Aérospatiale (SNIAS) de Nantes, action des syndicats (1979-1987, 1989-1990, s.d.).	1979-1990 2051
171	Autres dossiers nominatifs [dont un dossier collectif] (1972, 1976, 1978-1979, 1981-1990, 1992-1999, s.d.).	1972-1999 2100
	<u>Autres</u>	
	Autres situations [conflits entre particuliers, ou problèmes hors champ d'intervention de la Ligue, ou dossiers très fragmentaires] : correspondance, pièces judiciaires et administratives [copies], pièces médicales, articles et communiqués de presse, tracts, notes manuscrites, documentation, photographies.	
172	De A à G (1977, 1979-1982, 1988-1999).	1977-1999 2100
173	De K à V (1968, 1972-1980, 1982-1989, 1991-1993, 1996-2000).	1968-2000 2100

Index des organismes

L'index renvoie aux cotes des articles.

Nom	Cote(s)
Agir ensemble contre le chômage « AC ! »	65, 113-114
Association de défense de la famille et de l'individu (ADFI)	107
Association pour une retraite convenable	116
Collectif de surveillance des régularisations	135
Collectif du 150 ^e anniversaire de l'abolition de l'esclavage	82
Collectif Immigration	134
Collectif de soutien aux sans papiers	135
Comité des droits et libertés dans l'institution militaire (CDLIM)	101, 161
Comité Liberté Egalité Fraternité 89 (CLEF89)	83
Comité national contre le bizutage	101
Conseil général de Loire-Atlantique	44
Conseil régional des Pays de la Loire	106
Coordination française et 44 pour le droit des étrangers à vivre en famille	136
Coordination nationale des sans papiers	135
Ecologie – solidarités (association)	119
Eglise de scientologie	107
Espace Simone de Beauvoir	121-122
Fédération de Gironde	62
Fédération de Loire-Atlantique	35
Fédération de Vendée	62
Fédération du Pas-de-Calais	62
Fédération internationale des Ligues des droits de l'homme (FIDH)	54-56
Fédération mosellane	62
Front national	73-75
Groupement accueil service et promotion des travailleurs immigrés (GASProm)	135
Ligue camerounaise des droits de l'homme	36
Ligue togolaise des droits de l'homme	36
Maison des citoyens du monde	66
Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP)	79
Mouvement français pour le planning familial (MFPP)	120
Mouvement pour la réforme fiscale	109
Observatoire nantais des libertés (ONL)	97
Parti socialiste	38
Section de Boulogne Billancourt	62
Section de Neuilly-sur-Seine	62
Section de Nouvelle-Calédonie	36

Nom	Cote(s)
Section du Maine-et-Loire	62
Sections de France métropolitaine	37
Sol et vie (association)	163
Solidarité égalité liberté (Collectif - SEL)	134
Témoins de Jéhovah	107
TF1	109
Ville de Châteaubriant	163
Ville de Nantes	45, 163
Ville de Rezé	163

Table des matières

INTRODUCTION	2
1. LA SECTION NANTAISE DE LA LIGUE DES DROITS DE L'HOMME ET DU CITOYEN.....	2
1. 1. <i>Aperçu historique et composition</i>	2
Création.....	2
Quelques repères chronologiques en forme de liste des présidents.....	2
Les ligueurs nantais.....	3
1. 2. <i>Fonctionnement et organisation</i>	4
L'articulation des sections et du national.....	4
A l'échelon intermédiaire : la fédération départementale.....	5
Administration et fonctionnement de la section nantaise.....	6
1. 3. <i>Un siècle d'engagements</i>	7
Un siècle moins quelques zones d'ombre.....	7
Un siècle de débats politiques.....	7
Un siècle de présence sur la scène publique.....	8
Un siècle de soutien aux victimes d'injustices et d'atteintes aux droits.....	11
1. 4. <i>Un aperçu en forme d'invitation</i>	13
2. PRESENTATION DU FONDS.....	13
2. 1. <i>Histoire et lacunes</i>	13
2. 2. <i>Méthode de traitement et composition</i>	15
Tris et éliminations.....	15
Elaboration du plan de classement, typologie documentaire.....	15
3. REGLES DE COMMUNICABILITE DES DOCUMENTS.....	21
4. AXES DE RECHERCHE.....	21
4. 1. <i>(Plaidoyer pour une) histoire de la section</i>	21
Les courants de pensée.....	21
Le fonctionnement des instances.....	22
Fonctionnement matériel de la section, méthodes de travail.....	22
Les adhérents.....	22
L'identité ligueuse.....	23
Les modes d'action.....	23
4. 2. <i>Le paysage politique local, national et international</i>	24
L'inscription de la section dans la vie nantaise.....	24
Histoire politique, juridique et institutionnelle.....	24
4. 3. <i>L'histoire sociale</i>	24
5. SOURCES COMPLEMENTAIRES – BIBLIOGRAPHIE.....	26
5. 1. <i>Sources complémentaires</i>	26
5. 2. <i>Bibliographie</i>	27
SOMMAIRE DU REPERTOIRE	28
REPERTOIRE NUMERIQUE	30
Fonctionnement de la section	31
INSTANCES ET PERMANENCES LOCALES	31
Réunions et permanences : <i>registres et cahiers</i>	31
Assemblées générales et comité exécutif de 1905 à 1974.....	31
Congrès, assemblées générales, réunions de section, bureau de 1976 à 1990.....	31
Assemblées générales, réunions de section, de bureau et permanences de 1987 à 2000.....	31
Réunions : <i>dossiers</i>	32
Assemblées générales.....	32
Réunions de section.....	32

<i>Permanence et secrétariat</i>	32
RELATIONS AVEC LES INSTANCES NATIONALES	32
<i>Congrès</i>	32
<i>Comité central</i>	33
<i>Bureau national</i>	33
FEDERATION DE LOIRE-ATLANTIQUE	34
RELATIONS AVEC DES SECTIONS LOCALES ET DES LIGUES ETRANGERES	34
<i>Relations internationales et Nouvelle-Calédonie</i>	34
<i>Relations avec d'autres sections de France métropolitaine</i>	34
AUTRES RELATIONS EXTERNES	34
ADMINISTRATION DE LA SECTION	34
<i>Relations avec les adhérents</i>	34
<i>Personnel</i>	35
<i>Finances</i>	35
<i>Locaux de la permanence et emplacements temporaires, équipement et matériel</i>	35
COMMUNICATION DE LA SECTION ET DE LA LIGUE.....	36
<i>Actions de promotion et relations presse</i>	36
Documentation et documents promotionnels sur les droits de l'homme.....	36
Médias.....	36
Interventions en milieu scolaire	36
Organisation de manifestations	36
Demandes individuelles de renseignement et de documentation	37
<i>Publications de la Ligue des droits de l'homme</i>	37
Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH).....	37
Ligue nationale.....	37
Autres sections	38
Bulletins de la section	38
Campagnes et prises de positions	39
DROITS DE L'HOMME ET DU CITOYEN	39
<i>Affaires internationales</i>	39
Politique, économie, questions sociales et humanitaires, généralités.....	39
Affaires internationales par pays ou population spécifique.....	39
<i>Mouvements indépendantistes ou régionalistes</i>	41
<i>Extrême droite et racisme</i>	41
Documentation sur le fonctionnement des partis politiques d'extrême droite	41
Actions d'information et de lutte contre le racisme et l'extrême droite	42
Actes racistes.....	42
<i>Politique et mémoire</i>	42
400 ^e anniversaire de l'Edit de Nantes.....	42
Esclavage et abolition	43
Bicentenaire de la Révolution française	43
Seconde guerre mondiale	43
Célébrations de la Déclaration universelle des droits de l'homme.....	44
Autres	44
<i>Droits du citoyen</i>	44
Libertés publiques	44
Droits individuels	45
<i>Laïcité</i>	46
<i>Droits économiques et sociaux</i>	47
Economie	47
Droits des travailleurs	47
Droit au travail	47

Autres droits économiques et sociaux	48
<i>Environnement</i>	48
THEMES SPECIFIQUES A DES CATEGORIES DE POPULATION.....	48
Mouvement français pour le planning familial (MFPPF).....	48
Espace Simone de Beauvoir.....	49
Autres actions et échanges	49
<i>Droits des homosexuels</i>	49
<i>Droits des étrangers</i>	49
Information et documentation	49
Information et mobilisation autour de textes de lois	50
Mobilisation	50
Autres affaires	52
<i>Droits des gens du voyage</i>	52
<i>Droits des enfants</i>	52
Soutien à des personnes physiques.....	52
ETRANGERS EN FRANCE.....	52
<i>Etrangers en situations irrégulières et demandeurs d'asile</i>	52
Afrique	52
Asie	53
Amériques	54
Europe	54
Nationalité inconnue et dossiers collectifs concernant plusieurs personnes de nationalité différente.....	54
<i>Adoption d'enfants étrangers</i>	54
JUSTICE, POLICE ET PRISONNIERS	54
AUTRES RELATIONS AVEC LES ADMINISTRATIONS ET ORGANISMES PUBLICS	55
RELATIONS PROFESSIONNELLES.....	56
AUTRES.....	56
INDEX DES ORGANISMES	57
TABLE DES MATIERES	59